

14<sup>e</sup> année - Nouvelle série

**c.m.**

revue mensuelle

N° 116 - septembre 1983

**MISSILES  
NUCLÉAIRES :  
LES RAISONS  
D'UN REFUS**

**J.-P. De Waele**  
Projet pour  
une théorie  
moderne  
de la dialectique  
(suite et fin)

**Pierre Joye**  
Luis Bunuel

**Aron/Rosier**  
Lire Bourdieu



**cahiers  
marxistes**

## Au sommaire

Un milliard	p. 1
<b>Anne Résibois et Walter Burniat</b>	
Un avis médical : prévenir la guerre nucléaire	p. 3
<b>Jean-Pierre De Waele</b>	
Projet pour une théorie moderne de la dialectique (suite et fin)	p. 17
<b>Pierre Joye</b>	
Luis Bunuel	p. 42
<b>Paul Aron et Jean-Maurice Rosier</b>	
Lire Bourdieu	p. 46
<b>En diagonale</b> — Sécurité sociale : une alternative	p. 52
— Accoucheurs, pas avorteurs	p. 54
<b>Livres :</b> — La population de la Wallonie dans la dualité démographique de la Belgique, par R. André	p. 56
— Ecrire en Belgique, par R. Andriane	p. 58
<b>En revue :</b> — La Revue Nouvelle	p. 60
— Le Bulletin de la FAR	p. 60
— Socialisme	p. 62

### Comité de patronage :

Edmond Dubrunfaut, Augustin Duchateau, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville.

### Comité de rédaction :

Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Claudine Cyprès, Pascal Delwit, J.M. De Waele, Pierre Gillis, Serge Govaert, J.J. Heirwegh, Pierre Joye, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Marc Rayet, Claude Renard, Christian Vander-motten J.P. Vankeerberghen, Benoit Verhaegen.

**Rédacteur en chef :** Rosine Lewin.

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte.

# Un milliard

*Eviter la démence de l'autodestruction de l'humanité par suraccumulation d'armes nucléaires : tel est en définitive l'objectif des manifestations de masse qui se multiplient en Europe, au Japon, aux Etats-Unis. Enjeu immense, à la fois ambitieux et élémentaire.*

*Dans une étude bourrée de chiffres et de données objectives, Anne Résibois et Walter Burniat, membres de l'Association médicale pour la prévention de la guerre nucléaire, montrent dans ce numéro des CM qu'il n'existe qu'un seul moyen d'éviter la destruction de l'humanité : empêcher la guerre atomique. Ils exposent pourquoi ils estiment de leur devoir de médecins d'informer les gens des conséquences **inévitables et irréparables** de pareille guerre. Il faut avoir la force de lire et de faire lire leur message, valable pour n'importe quel habitant de la planète.*

*En Belgique, alors qu'est entamée la seconde moitié de l'année 1983, il peut être utile d'ajouter à ce message quelques considérations immédiates.*

*Nous étions 200.000 dans les rues de Bruxelles en octobre 1981 pour réclamer la non-installation des missiles Cruise et Pershing, le démantèlement des SS 20, l'arrêt de la course suicidaire aux armements.*

*Un nouveau rassemblement a été fixé au 23 octobre par le Comité national d'action pour la paix et le développement (CNAPD) et son homologue flamand, le VAKA, sur les mots d'ordre suivants :*

- Pas de missiles : un pas vers le désarmement !*
- Pas de nouvelles armes nucléaires ni en Belgique, ni en Europe*
- Bombe à neutrons, Pershing II, Cruise : non*
- Démantèlement des SS 20*
- Démantèlement des armes nucléaires existantes*
- Zone dénucléarisée en Europe*
- Politique de paix indépendante et active de la Belgique*
- USA-URSS : gel de la course aux armements nucléaires*
- Désarmer pour développer*

*On sait que l'OTAN considère la fin de 1983 comme une échéance pour l'implantation des euromissiles.*

Or, d'une part les négociations de Genève n'ont pas épuisé leurs potentialités — surtout si on parvient à les élargir aux gouvernements européens. Et d'autre part, sans même attendre l'échéance de décembre 1983, des préparatifs militaires s'accroissent autour du site belge de Florennes et du site hollandais de Woensdrecht (à deux pas de la frontière belge) pour « accueillir » les missiles imposés par l'OTAN.

La responsabilité de chacun de nous est donc engagée : la pression sur le gouvernement Martens-Gol, et singulièrement sur le ministre des Relations extérieures Leo Tindemans, doit venir plus forte et plus constante.

Il reste à coup sûr des citoyens belges à gagner à ce travail. Des citoyens qui ne connaissent pas l'appel du CNAPD, qui ignorent que 280 communes de ce pays se veulent « dénucléarisées ». Qui ne sont pas informés des arguments qu'avance le MOC flamand pour s'opposer au déploiement des euromissiles, ni de l'appel à la réflexion et au dialogue lancé par les évêques de Belgique, ni du manifeste des Jeunes FGFB, ni des vérités de l'Association médicale pour la prévention de la guerre nucléaire...

Le document publié le 28 avril par le comité directeur de l'ACW (MOC flamand) mérite toute l'attention. Le problème des euromissiles ne peut être résolu que par la voie politique, déclare l'ACW, qui refuse de se résigner à l'impasse des négociations de Genève. Loin de se borner à des proclamations de principe, l'ACW formule diverses propositions en vue de promouvoir un climat de détente. Ces propositions s'adressent à l'OTAN (à qui est demandé un engagement de « no-first-use »), mais aussi au gouvernement belge, au Parlement européen, à la Confédération européenne des syndicats, à l'Organisation Internationale du Travail. Deux idées-force marquent le document : 1) les peuples européens doivent avoir le droit d'intervenir dans la question du surarmement, notamment par l'intermédiaire de leurs Parlements; 2) la Belgique, en tant que petit pays, doit prendre des initiatives sans se soumettre à la politique des grandes puissances.

Il y a là des idées dynamiques, qui peuvent entraîner des forces fraîches dans la campagne pour le désarmement. On se réjouira en particulier de voir fleurir la conviction que la Belgique n'est pas vouée à l'impuissance parce qu'elle est un petit pays. Les évêques aussi soulignent « le rôle irremplaçable » que peuvent jouer les petites et moyennes puissances entre les super-grands. Le rôle d'ouverture, de dialogue, d'échanges — que requiert une situation bloquée.

Phénomène remarquable : face à un péril dont on perçoit mieux l'ampleur, les arguments et les propositions des polémologues, des médecins, des hommes d'église, des groupements féminins, etc. acquièrent une force cumulative. S'il est vrai qu'on ne peut pas additionner des pommes et des poires, il est légitime d'additionner leurs réflexions et leurs mises en garde.

Un comité international d'experts de l'Organisation Mondiale de la Santé vient d'évaluer à un milliard de morts et de blessés le coût en hommes d'une guerre nucléaire qui utiliserait la moitié des stocks de bombes existant à l'heure actuelle. Un milliard.

Il n'y a rien à ajouter.

# Un avis médical : Prévenir la guerre nucléaire

L'Association médicale pour la prévention de la guerre nucléaire (AMPGN) n'est pas un groupe de militants pacifistes. Elle veut avoir comme mission principale, l'information. En Belgique, elle regroupe 250 médecins de la partie francophone du pays, venus d'horizons politiques divers. L'association est placée sous le patronage de personnalités scientifiques et académiques nombreuses. Cette caution n'est pas formelle : elle reflète notre souci de rester dans le domaine de l'objectivité scientifique.

Ceci dit, l'AMPGN n'est pas une initiative isolée. Son équivalent flamand, le *Medische werkgroep tegen atoomwapens* comprend 1.000 membres et a les mêmes objectifs que les nôtres. Les deux mouvements sont affiliés à l'*International physicians for the prevention of nuclear war* (IPPNW). L'IPPNW fut créée en 1980, lors d'une rencontre entre trois médecins américains, les Drs Lown, Muller et Chivian et trois médecins soviétiques, les Drs Chazov, Ilyin et Kuzin. Sa création avait été précédée d'échanges verbaux et épistolaires entre Bernard Lown et Evgeny Chazov qui se connaissaient professionnellement : ils sont tous deux cardiologues et s'étaient rencontrés lors de réunions scientifiques. Le principe de base qui sous-tend l'action de l'IPPNW est, qu'en vertu du serment d'Hippocrate, les médecins ont le devoir moral de préserver la vie et la santé humaine, et ce, à l'échelle du globe. Que leur formation les rend aptes à appréhender pleinement les conséquences médicales d'un conflit nucléaire. Que leur identité professionnelle leur permet de faire entendre une voix unique qui transcende les barrières nationales et politiques.

Regroupant des organisations médicales nationales de plus de 30 pays (Europe de l'Est et de l'Ouest, Asie, Amérique du Sud et bien sûr URSS et USA), l'IPPNW compte des dizaines de milliers de membres, tous médecins ou impliqués dans les services de santé. Elle organise des conférences internationales (Washington, 1981, Cambridge, 1982, Amsterdam, 1983), publie brochures et articles, adresse des mises en garde aux principaux dirigeants politiques du monde, informe les orga-

## HIROSHIMA - NAGASAKI

### NOMBRE DE VICTIMES

	Population	Puissance de la bombe	Morts le premier jour	Morts en fin 1945
Hiroshima	315.000 à 350.000	13 kt*	45.000	140.000
Nagasaki	200.000	22 kt	22.000	74.000

### SITUATION SANITAIRE A HIROSHIMA

Profession	Nombre de départ	Tués, blessés, détruits	Pourcentage de pertes
Médecins	298	270	91
Dentistes	152	132	87
Pharmaciens	140	112	80
Infirmières	1.780	1.650	93
Hôpitaux ou dispensaires	45	41	91

(\*) kt : kilotonne : la puissance des bombes s'exprime en équivalent de TNT, explosif de référence. Une kilotonne est une puissance de 1.000 tonnes de TNT.

nismes internationaux (Nations unies, Organisation mondiale de la santé) et les particuliers. Dans ce domaine, le champ d'action va de conférences, de prises de paroles lors de meetings ou de manifestation jusqu'aux débats télévisés. Témoin, la table ronde télévisée organisée à Moscou lors d'un congrès de cardiologie en 1982. Y prirent part trois médecins soviétiques et trois américains. L'émission fut diffusée aussi bien en URSS qu'aux Etats-Unis, en Finlande, en Hollande et en Suède.

### POURQUOI LES MÉDECINS ?

Qu'ils le veuillent ou non, médecins et infirmières sont directement concernés par l'éventualité d'un conflit nucléaire. A court, à moyen et à long terme.

A court terme, les médecins et les infirmières survivants devraient s'occuper, avec ce qui resterait d'infrastructure hospitalière, de dizaines de milliers, voire de centaines de milliers de blessés graves et de grands brûlés (tout dépend de la puissance et du nombre d'engins nucléaires utilisés). Toutes les études montrent que ces victimes immé-

diates, particulièrement nombreuses en zones urbaines, seraient, pour la plupart, irrémédiablement condamnées à mourir dans de brefs délais. En effet, pour soigner de façon adéquate des victimes atteintes de fractures multiples — membres, colonne vertébrale, crâne —, de ruptures d'organes — foie, rate — et/ou de brûlures étendues, il faut disposer d'un équipement hospitalier lourd et sophistiqué, comprenant des salles d'opération, des unités de réanimation médico-chirurgicales, d'un personnel médical et paramédical nombreux et qualifié (cinq personnes par lit de réanimation en moyenne), d'une réserve importante et variée de médicaments, de sang, de plasma, etc...

Si ce qui existe actuellement en Belgique comme infrastructure de ce type restait intact après l'attaque — hypothèse hautement improbable — on ne pourrait guère satisfaire les besoins que d'une **centaine** de patients. Se poserait de plus d'une façon aiguë, le problème de la qualification des médecins et des infirmières survivants : la plupart d'entre eux ne sont évidemment pas préparés, par leur vie professionnelle normale, à affronter les problèmes tout à fait particuliers posés par ce genre de blessés.

L'exercice « Square Leg » (OTAN 1980) simulait l'attaque de Londres par cinq bombes nucléaires d'une puissance de 1 à 3 mégatonnes (puissance totale : 11 mégatonnes).

Population londonienne totale	7,2 millions
Nombre de victimes dues au souffle de l'explosion	morts : 1,1 million blessés : 2,4 à 2,9 millions
Nombre de brûlés graves parmi les survivants	30.000 (si 1 % de la population au dehors au moment de l'explosion) à 825.000 (25 % de la population au dehors)
Nombre de médecins à Londres	8.000 hospitaliers 3.500 généralistes
Nombre de médecins survivants capables de travailler, compte <b>non</b> tenu des radiations	4.000 à 6.000
Nombre de gens exposés à des radiations susceptibles d'être mortelles	quasi tous les survivants

**BILAN :** Chaque médecin devra voir entre 400 et 900 blessés dont 6 à 175 brûlés graves. S'il travaille 18 heures par jour et consacre 20 minutes à chaque blessé (!) il mettra entre 7 et 17 jours pour les voir chacun une fois. Si l'on tient compte des radiations, très peu de médecins pourraient accomplir leur tâche sans s'exposer eux-même à être mortellement irradiés.

A moyen terme, les mêmes équipes médicales survivantes devraient s'occuper des irradiés. En dehors des dégâts causés à l'homme par une irradiation massive et qui entraînent la mort en 24 ou 48 heures, les effets de la maladie des rayons sont à attendre dans la dizaine de jours qui suivent l'explosion. Avec le meilleur dévouement du monde et en tenant compte du fait que médecins et infirmières ne sont pas invulnérables aux radiations atomiques, ils ne pourraient pas faire grand-chose. La forme digestive de la maladie des rayons apparaîtrait la première et décimerait, un peu à la manière d'une épidémie de choléra, une population de survivants affrontant déjà une situation sanitaire pour le moins précaire. Plus tard, environ un mois après l'explosion, l'on verrait mourir une autre « tranche » de survivants de la forme dite médullaire (\*) de la maladie des rayons. Dans des conditions idéa-

Dose en rads	Survie	Effets cliniques
5.000	I M P O S S I B L E	<b>Forme nerveuse</b> coma, convulsions, mort en quelques heures
2.000		<b>Forme nerveuse</b> sommolence, confusion, coma, mort en quelques jours
1.000	R A R E	<b>Forme gastro-intestinale</b> vers 10 jours : fièvre, diarrhée sanglante, déshydratation 3 <sup>e</sup> semaine : si survie, forme médullaire
450	P R O B A B L E	<b>50 % de mortalité chez les jeunes adultes</b> 2 <sup>e</sup> -3 <sup>e</sup> semaine : fièvre, saignements, ulcères buccaux, infections généralisées
150		30 jours : insuffisance médullaire maxim.
100	C E R T A I N E	<b>Sub-clinique</b> pas de symptôme ou malaises et nausées / chute transitoire des lymphocytes

(\*) Atteinte de la moëlle osseuse qui fabrique les cellules du sang.

les de soins certains d'entre eux pourraient survivre. Mais ces conditions idéales impliquent à nouveau la présence de services hospitaliers très spécialisés : chambres dites stériles, possibilités de transfusion de globules rouges, de globules blancs et de plaquettes, administration de traitements antibiotiques complexes et prolongés, voire même greffes de moëlle osseuse. Voilà une autre partie de la population survivante condamnée.

A Hiroshima et Nagasaki, cent mille personnes qui avaient survécu à l'explosion sont mortes des suites de leurs blessures ou de l'irradiation ou des deux, entre août et décembre 1945. Les bombes nucléaires qui avaient détruit ces deux villes avaient une puissance de l'ordre de la dizaine de kilotonnes de TNT (10.000 tonnes de TNT) alors qu'aujourd'hui on dispose d'engins de puissances variées dont les plus destructeurs sont de l'ordre de la dizaine de MEGATonnes (10 millions de tonnes de TNT, soit 1.000 fois Hiroshima).

A long terme les problèmes sont plus complexes et il convient de séparer le long terme « rapproché » de ce qu'on pourrait appeler « l'après-guerre nucléaire ».

Au cours des mois suivant l'explosion, divers facteurs défavorables se conjugueraient pour mettre en péril de nouvelles couches de survivants et, parmi eux, les malades chroniques, les vieillards, les enfants et les mères enceintes seraient sans doute les premières victimes. En cas de conflit étendu, les pays concernés comprendraient sans doute trois types de régions : des zones complètement dévastées où les survivants seraient très rares, des zones sévèrement touchées d'où fuiraient des hordes de blessés, probablement irradiés, en proie à la panique et des zones peu atteintes ou intactes, menacées par un niveau inconnu de retombées radioactives et envahies par les réfugiés. Inutile de dire que dans un pays aussi petit que la Belgique, la proximité des zones habitées, tant urbaines que rurales et des objectifs stratégiques, rend illusoire l'hypothèse d'îlots intouchables. Dans des conditions pareilles, malnutrition et épidémies ne peuvent manquer de faire leur apparition. Les réserves de vivres seraient détruites ou rendues impropres à la consommation (irradiation), l'approvisionnement des villes, sinistrées ou non, ne se ferait plus (voies de communication détruites, désorganisation des systèmes de production et de distribution). Dans les zones rurales, une grande partie du cheptel et des récoltes serait détruite par incendie, irradiation ou pillage par les survivants affamés.

Deuxième facteur négatif, l'apparition d'épidémies. Les germes, virus et bactéries, tout comme leurs vecteurs — insectes et rongeurs — résistent souvent mieux que l'homme aux radiations atomiques. Dans les conditions désastreuses d'hygiène que l'on connaîtrait, liées à la présence de cadavres d'hommes et d'animaux en putréfaction, aux regroupements de populations, à la destruction des égouts et des réseaux de distribution d'eau, ces germes et leurs vecteurs se mettraient à proliférer joyeusement et l'état de délabrement physique des survivants ne leur permettrait d'y résister que fort mal. Les maladies infectieuses que l'on s'attend à voir fleurir sont celles qui, bien maîtrisées dans les pays dits développés, n'en restent pas moins présentes à l'état latent. Dysenteries bactériennes, hépatite virale, salmonellose et

choléra se diffuseraient par l'intermédiaire de l'eau polluée et de la nourriture contaminée. La méningite cérébro-spinale, jadis redoutable tueuse, devenue fort rare, se répandrait à la faveur des mauvaises conditions d'hygiène. Sans antibiotiques et dans des conditions de vie aussi précaires, de telles épidémies seraient impossibles à enrayer. Une maladie comme la tuberculose, dont la régression est considérée comme liée avant tout à la hausse générale du niveau de vie, ferait petit à petit une réapparition massive. La rougeole redeviendrait, pour les petits enfants affaiblis par la malnutrition, un fléau redoutable. Enfin, à plus longue échéance et en l'absence de vaccination systématique, diphtérie et poliomyélite pourraient redevenir épidémiques.

Au fil des ans, il est possible que la situation se normalise et qu'une infrastructure socio-économique valable puisse être reconstruite. Ceci pose le problème de la possibilité d'un conflit limité permettant une aide extérieure, hypothèse dont nous reparlerons. Quoique moins critique, la situation sanitaire ne serait pas normalisée pour autant et l'on verrait apparaître chez les rescapés, troubles de sclérose cutanée, cataractes, cancers et peut-être mutations. L'expérience d'Hiroshima et Nagasaki est démonstrative : six ans après l'explosion, un premier pic de mortalité anormalement élevée par rapport au reste de la population japonaise s'observe chez les survivants. Il est dû à des leucémies (cancer du sang). Second pic dans les années septante : cancers du sein, des poumons, de la thyroïde, des os.

A vraiment long terme, reste le problème des mutations que l'on connaît très mal. Les jeunes femmes enceintes d'Hiroshima et de Nagasaki, irradiées au moment de l'explosion, ont mis au monde un nombre anormalement élevé de fœtus morts, d'enfants non viables, de microcéphales et d'arriérés mentaux. Il ne s'agit pas là de mutations mais plutôt d'un effet direct des rayons sur le fœtus, créant des malformations, des erreurs dans le développement. Les vraies mutations c'est autre chose. Elles résultent de l'apparition de changements dans le patrimoine génétique et se transmettent de générations en générations. Certaines d'entre elles seraient sans incidence (changements dans la taille, dans la couleur des yeux ou des cheveux), d'autres augmenteraient la fréquence de certaines maladies (diabète, intolérance à certains aliments, dégénérescences musculaires ou nerveuses), d'autres enfin pourraient altérer gravement la fertilité, le nombre des fausses couches, l'espérance de vie ou le niveau moyen d'intelligence. Rien de tout cela n'est encore apparu parmi les survivants d'Hiroshima et Nagasaki mais il est beaucoup trop tôt pour conclure que rien n'est à craindre dans ce domaine.

Le problème, pour les médecins et les autres membres du personnel sanitaire, est donc clairement posé : ils seraient totalement impuissants. Dès lors, et dans la mesure où leur mission à l'égard des populations n'est pas seulement de les soigner mais surtout d'empêcher que des maladies ne les frappent, il paraît logique qu'ils combattent la prolifération et l'usage des armes nucléaires. C'est essentiellement une mission de **prévention**. La lutte des médecins n'est pas l'expression nouvelle d'un vieux corporatisme : il s'agit tout simplement d'un nouvel aspect de leur devoir professionnel.

## A-T-ON LE DROIT DE FAIRE PEUR ?

Nous croyons en tout cas avoir le devoir d'informer. La réalité est sans complaisance. Lors de l'émission « L'Écran Témoin » qui faisait suite à la projection du film « Malevil », le ministre de l'Intérieur, M. Nothomb nous reprochait d'être trop pessimistes. Il faut savoir ceci : dans une situation sanitaire de type « catastrophe » et qui menace de très grandes populations, ce n'est qu'en envisageant le pire qu'on peut agir de manière efficace. Or que constatons-nous ? Certains stratèges défendent l'hypothèse d'un conflit nucléaire, dit de théâtre, qui pourrait être limité à une partie de l'Europe. Cette hypothèse « minimaliste » n'est déjà pas en soi très rassurante eu égard à la densité de la population dans cette partie du globe. Mais il se trouve d'autres stratèges — et pas seulement l'amiral Sanguinetti mais aussi l'amiral américain Gaylor et d'autres — qui pensent qu'un conflit nucléaire ne pourra, s'il est déclenché, ni rester limité ni être contrôlé.

Les médecins de notre association, en dehors de leurs convictions personnelles, n'ont pas à dire quelle hypothèse stratégique est la plus plausible. Le fait est que ces hypothèses sont contradictoires alors qu'elles émanent de milieux techniquement non « suspects ». Nous devons donc tenir compte de toutes les éventualités, y compris la pire. Et pour ce qui est de l'Europe, le pire signifie des dizaines de millions de morts, des dizaines de millions de blessés graves, des dizaines de millions de survivants irradiés mal nourris, en proie à des épidémies; nous en avons déjà parlé.

On peut mettre au défi les autorités politiques et sanitaires de la Belgique de nous prouver qu'en matière de protection civile ou de sauvetage, elles ont quelque plan valable que ce soit : il n'en existe pas et il ne peut pas en exister.

En situation de catastrophe, la médecine cesse d'être individuelle pour devenir collective : un seul impératif, sauver le plus de vies possible. Le principe du tri, qui en est le fondement même, consiste à séparer les victimes en trois groupes : 1) celles qui, même soignées, ont peu de chance de survivre; 2) celles qui ont une chance raisonnable de survivre si elles sont traitées et 3) celles qui survivront sans doute, en l'absence de soins médicaux. Le second groupe est le seul dont s'occupent les médecins. Le nombre des victimes qui en font partie ne dépend que d'un seul facteur : les possibilités hospitalières existantes qui conditionnent aussi bien la capacité d'accueil que les traitements pouvant être mis en œuvre. Tout ce qui excède ces possibilités est automatiquement rejeté.

Une telle attitude est la seule rationnelle, même si elle paraît odieuse. Elle ne serait cependant envisageable qu'en cas de conflit très limité, touchant quelques cibles fort dispersées (une seule mégatonne explosant au-dessus de la ville de Détroit sature les possibilités hospitalières de l'entièreté des USA). En cas de conflit étendu, même ce tri deviendrait impossible. Il implique en effet : 1) un diagnostic valable au départ (les dégâts causés par l'irradiation, susceptibles d'anéantir les possibilités de survie de blessés ou de brûlés, ne sont quantifiables dans les premiers jours que sur base d'examen sanguins qui seront impraticables); 2) la concentration des victimes aux points de tri et

## Deux exemples de scénario de guerre « limitée » en RDA et RFA

	Nations unies (1)	Ambio (2)
<b>Objectifs</b>	Bases aériennes, Centres de commandements ou de transmissions militaires en RFA et RDA	Sites de lancement de missiles nucléaires, bases aériennes, sites de stockage des armes nucléaires, 171 cibles choisies sur 1.155 possibles (86 en RFA et 85 en RDA)
<b>Armes</b>	Petits engins tactiques (1 à 5 kt) + 100 engins de 100 kt dans chaque camp. 50 % explosent au sol. Total : 23,5 Mt.	171 engins de 200 kt, un sur chaque cible choisie. Total : 34,2 Mt.
<b>Densité de population</b>	300 habitants au km <sup>2</sup>	200 habitants au km <sup>2</sup> dans les campagnes, 3.000 dans les villes.
<b>Résultats</b>		
Morts immédiats	6 à 7 millions	10 millions
Blessés graves	5 à 6 millions (ils meurent tous)	10 millions
Irradiés	1,1 million. Chute accidentelle de quelque missile sur des villes : 250.000 morts en sus.	

(1) Organisation des Nations unies : Etude d'ensembles des armes nucléaires. New York, 1980. Les auteurs estiment leurs chiffres minimalistes.

(2) AMBIO : Nuclear War : The Aftermath. Académie Royale des Sciences de Suède. 1983. Les auteurs estiment leurs chiffres un peu trop élevés.

l'évacuation des élus vers les centres hospitaliers adéquats (moyens de communications ?); 3) la survie des équipes de sauveteurs pré-organisées (?) et enfin 4) une évaluation rapide et correcte de ce qui subsiste d'infrastructure hospitalière, de médicaments et de membres du personnel soignant. La panique et le chaos qui règneraient de toute évidence en maîtres rendraient toute disposition préalable illusoire.

Il ne faut surtout pas laisser croire aux populations que les médecins disposent pour elles d'une « pilule miracle » antiradiations. Ou leur faire croire que X mètres de béton et une porte blindée les mettront à l'abri, sous leurs maisons. Il n'y a aucune issue. Même si la Belgique, soudainement sortie de la crise économique, se mettait à construire une autre Belgique à quinze mètres sous terre, un peu comme il existe, depuis vingt ans, une Suisse des abris. Ce qui n'est que rarement dit, d'ailleurs, à propos de la Suisse, c'est que son premier moyen de défense est sa neutralité et sa non-appartenance à l'une des Alliances militaires. Autrement dit, la Suisse, à raison, ne se considère pas comme un objectif de première frappe. Les Suisses ont donc matériellement le temps de se mettre à l'abri, dans l'éventualité d'un conflit qui toucherait leurs voisins. Et contre les retombées radioactives, les abris constituent effectivement un moyen de protection efficace. Ceci dit, au sortir des abris, ils n'en trouveraient pas moins leur agriculture et leur élevage fortement compromis si pas anéanti et, s'ils survivaient seuls dans un hémisphère Nord ravagé, de quelle utilité leur seraient leurs pistes de ski et leur système bancaire ?

À l'échelle individuelle, le problème de l'abri est encore plus absurde : il peut permettre, dans des conditions idéales (si on a le temps de s'y rendre, si on est loin de l'épicentre de l'explosion où nul abri ne résiste, si le système local de distribution d'eau est resté intact, etc...) de passer les trois semaines pendant lesquelles la quantité de retombées radioactives est directement dangereuse. Mais après, que trouveraient les survivants en quittant leurs abris (et qui les informerait du moment opportun pour le faire) ? Le désert, la destruction des immeubles, des routes, des centrales électriques et des stations d'épuration de l'eau, des monceaux de cadavres d'hommes et d'animaux...

Des psychologues et des psychiatres se sont penché sur la possibilité ou non de réorganisation de groupes de survivants. Ils sont arrivés à la conclusion que la survie de ces groupes, déjà fortement compromise pour les raisons sanitaires et alimentaires que nous avons décrites, le seraient aussi pour des raisons psychologiques. Un tiers des survivants souffriraient de troubles psychiques graves, allant de l'apathie totale et de l'impossibilité de se prendre en charge, à l'agressivité la plus débridée. Luttant pour la nourriture et la maîtrise de certains territoires plus ou moins épargnés, les groupes formés auraient toute chance de passer une partie de leur temps à s'entretuer. Ce n'est pas par hasard que l'on propose sur le marché américain des « sets » de survie « écologiques » contenant arcs, flèches, arbalètes et diverses armes blanches.

Nous pensons qu'il faut expliquer cette réalité peu rassurante plutôt que de laisser croire à la population « que-ce-n'est-pas-si-grave-que-ça-et-que-l'on-exagère ». On peut même penser que rassurer fausse-

# SCÉNARIO D'UNE FORME POSSIBLE DE GUERRE NUCLÉAIRE TOTALE

Ambio, 1983

ARMES : La moitié du potentiel nucléaire des USA et de l'URSS

ÉPOQUE : Juin 1985 - New York 11 heures; Moscou, 18 heures

CIBLES : 14.747 - Militaires (nucléaires ou non), industrielles, urbaines.

PUISSANCE EXPLOSIVE : Hémisphère Nord 5.569 mégatonnes  
Hémisphère Sud 173 mégatonnes

## EFFETS SUR LA POPULATION CITADINE DE L'HÉMISPHERE NORD

Population de départ	1.300 millions
Morts immédiats	750 millions
Blessés graves	340 millions (nombreux décès)
Morts tardives (rayons, etc.)	200 millions

## EFFETS TARDIFS SUR LA POPULATION MONDIALE

Morts de famine	1.000 millions
Cancers	5,4 à 12,8 millions
Stérités	17 à 31 millions
Maladies génétiques	6,4 à 16 millions

**EFFETS SUR L'ATMOSPHERE** : Vastes incendies : forêts, villes, industrie, pétrole et gaz (1,5 milliard de tonnes) dureront des semaines. Fumée épaisse et particules de goudron, de suie et de cendres dans l'atmosphère. Réduction drastique de l'insolation. Anéantissement de l'agriculture.

**EFFETS SUR LES RÉSERVES D'EAU** : Contamination des réservoirs naturels par la radioactivité pendant des années. Pluies transformées en poison mortel. Dommages génétiques aux hommes, animaux et plantes.

**EFFETS SUR L'AGRICULTURE** : Contamination des champs de tout l'hémisphère Nord, même dans les régions non touchées directement. Nourriture radioactive. Retour aux techniques purement manuelles. Ravage par la famine du tiers monde privé des importations du Nord.

**CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES** : Fin du commerce et des échanges. Un milliard de morts dans le tiers monde. Seul souci des survivants : nourriture, abris, vêtements, soins.

ment les populations les amèneraient à minimaliser le danger et à accepter finalement l'éventualité d'un tel conflit.

Le droit de faire peur ? Bien sûr. Le devoir. Avec l'espoir que de la peur cohérente, précise, étayée par des informations rationnelles, naisse le refus massif des populations concernées de se laisser entraîner dans pareille aventure.

## **L'AMPGN ET LES AUTRES MOUVEMENTS CONCERNÉS PAR LA PAIX**

Notre travail est d'informer. Et cette information comble, à notre avis, un grand vide. Pas seulement au niveau du « grand public ». Aussi au niveau de ceux qu'on peut définir comme « militants », pacifistes et autres, ou des milieux différemment concernés : médecins, enseignants, politiciens. Cela nous a frappés au cours des conférences que nous avons données dans ces divers milieux pourtant motivés et déjà avertis. Ceux qui nous écoutent connaissent souvent la différence entre engin tactique et stratégique, entre un Cruise; un Pershing ou un SS 20; ils ignorent dans le détail les effets d'une bombe d'une mégatonne sur la population d'une grande ville.

Notre force ? La rigueur de l'information qui émane de milieux non suspects : publications médicales internationales, revues scientifiques de haut niveau, rapports d'organismes mondiaux tels l'ONU, l'OMS, etc... On peut contester les points de vues politiques ou les options stratégiques. Il est plus difficile de nier la réalité de chiffres s'appuyant sur une analyse sérieuse de données expérimentales (Hiroshima, Nagasaki, les essais nucléaires militaires) et sur l'acquis des disciplines scientifiques (génétique, médecine, radio-biologie, agronomie, météorologie, physique, etc...).

## **TROUVER D'AUTRES VOIES DE CONTACT**

Nous faire entendre par les milieux déjà convaincus du caractère catastrophique d'une guerre nucléaire n'est pas difficile : nombreuses sont les réunions où l'on nous a demandé de prendre la parole. Atteindre la majorité des citoyens est plus aléatoire. Une partie des médias nous boude. Nous sommes passés sur antenne, à la télévision et à la radio, à plusieurs reprises, au cours d'émissions largement suivies par la population. Hélas, cela a toujours été sans possibilité de dialogue avec l'auditeur ou le téléspectateur. Et là, l'effet « masse » de notre discours est peut-être en partie négatif. Pour preuve, le type de courrier que nous avons reçu; les thèmes étaient : « Docteur, est-ce que ma cave (description de la cave) est facilement convertible en abri ? » - « Docteur, que pensez-vous du masque à gaz Untel ? » - « Docteur, que dois-je mettre comme provision de médicaments et de conserves dans ma cave en cas de guerre ? ». Il est évident qu'auprès de ceux-là notre message fondamental n'est pas passé.

Il nous faut absolument trouver d'autres voies de contact. Les écoles par exemple, où nous avons déjà été invités à trois reprises, les clubs, les associations, les réunions de gens non nécessairement orientés vers le combat pour la paix. Reste aussi, et nous revenons au domaine médical, le cabinet du praticien, la clinique, l'hôpital. En Allemagne, comme d'ailleurs en Hollande et en Angleterre, des campagnes

Une décision rationnelle est une opération mentale qui repose sur l'intégration de divers éléments : informations actuelles et passées, analyse des buts recherchés, estimation des chances de succès et coût de l'opération (gains par rapport aux pertes). Les facteurs incontrôlables capables de fausser une décision sont nombreux, y compris lorsqu'il s'agit de décider de déclencher ou non la guerre nucléaire.

**INFORMATION    BESOINS PERSONNELS    FACTEURS DE TENSION**

insuffisante  
inexacte  
ambiguë  
imprécise

approbation  
estime de soi  
image de soi  
conformité  
notoriété  
repos de l'âme

anxiété, peurs  
doutes  
responsabilités  
pressions  
isolement social  
surmenage  
insomnies  
alcool  
désordres physiques  
psychiques

**TENDANCES DE LA PERSONNALITÉ**

obstination  
impulsivité  
optimisme  
agressivité

**DÉCISION**

D'après N.F. Dixon : The Illusion of Rational Decision Making.  
Colloque international de l'IPPNW - Amsterdam, 1983.

d'affichage ont eu lieu dans les cabinets médicaux, clamant l'impuissance des médecins en cas de conflit nucléaire.

**OBJECTIVITÉ SCIENTIFIQUE ET DÉBOREMENT POLITIQUE ?**

Dans une certaine mesure il est possible de scinder information et prise de position politique. Encore que d'aucuns considèrent que notre souci d'information est déjà en soi une prise de position politique. En tout état de cause, nous souscrivons à la « politique » de l'IPPNW qui, au nom de l'éthique médicale condamne la course aux armements. Notamment en ce qu'elle compromet, non seulement la paix mondiale, mais aussi, indirectement, le développement du tiers monde par une espèce de détournement de fonds. On le rappelait naguère : pour éradiquer complètement la malaria des pays où elle est endémique, l'OMS devrait pouvoir disposer d'un budget de 350 millions dollars. Elle ne les a pas. Un seul sous-marin Trident porteur d'ogives nucléaires coûte 3 milliards de dollars. En 1981, les dépenses militaires mondiales ont été de 550 à 660 milliards de dollars, soit un million dépensé chaque minute de l'année à la fabrication ou l'entretien d'armes.

Il est évident que de telles positions de l'IPPNW ont implicitement des débordements politiques. Mais les prémisses de ces prises de position restent objectives. Dans un numéro spécial de la revue *Ambio*, paru l'année passée et regroupant une série d'articles d'un niveau scientifique impressionnant, écrits par des biologistes, des physiciens, des agronomes, des médecins, on arrive à la conclusion que la survie même de l'humanité est mise en péril par la prolifération des armes nucléaires. Il n'est même pas question ici de guerre nucléaire mais de leur existence, de leur prolifération, de leur diversification et de leur caractère de plus en plus sophistiqué. En soi, leur seule présence met en péril la survie de la planète. Quelles que soient les précautions prises, rien ne nous garantit leur non-utilisation : erreurs de computer, erreurs humaines, décision aberrante d'un chef d'Etat ou d'un groupe de dirigeants, etc... L'analyse des éléments non contrôlables intervenant pour moduler les décisions humaines n'est guère rassurante (voir tableau).

Il est évident que de telles conclusions, émanant de tels milieux scientifiques, doivent faire grincer les dents dans certains ministères de la Défense.

Il existe donc une masse d'informations à exploiter, rigoureuses, précises. Elles restent toutefois d'une analyse souvent difficile, accessible aux initiés. C'est un de nos rôles de les traduire, de les résumer, de les rendre compréhensibles, de les diffuser.

C'est dans ce but que nous avons réalisé notre brochure (1) et c'est de cette façon que nous préparons nos exposés. Ils sont d'ailleurs abondamment illustrés de diapositives. Celles-ci n'ont assurément aucune couleur politique, mais, sans doute, font-elles diablement réfléchir.

(1) « Armes nucléaires : les médecins désarmés », texte des Docteurs Anne Résibois et Alfred Joffroy - octobre 1982.

On peut se procurer cette brochure auprès du secrétariat de l'AMPGN, Mme G. Vankeerberghen, 2, Square des Nations, 1050 Bruxelles.

Un débat public organisé par les CM  
sur le thème

# « Nouvelles technologies, nouveau chômage ? »

**Samedi 17 septembre à 16 heures**

à l'espace « Débats »  
de la fête de la presse communiste

Quartier Nord à Bruxelles



## A lire dans les CM :

<i>Pierre Beauvois</i>	Informatique et politique	sept. 1979
<i>Table ronde avec des militants syndicaux</i>	Nouvelles techniques, luttons nouvelles	sept. 1980
<i>J. Varda</i>	Les travailleurs et l'automatisation	sept. 1981
<i>Pierre Joye</i>	Informatisation de la société et marche vers le socialisme	nov.-déc. 81
<i>Roger Van Geen</i> interviewé par Marc Rayet	Faut-il brûler les microprocesseurs ?	févr.-mars 82

# Projet pour une théorie moderne de la dialectique

(suite et fin)

## 5. LE MARXISME OCCIDENTAL

Par « marxisme occidental », il faut entendre le marxisme tel qu'il se présente dans les pays capitalistes avancés et principalement ceux d'Europe occidentale. C'est par conséquent une longue analyse qu'il faudrait mener pour débrouiller l'écheveau complexe des interactions politico-intellectuelles au sein desquelles évolua le marxisme occidental. Toutefois, d'accord pour l'essentiel avec P. Anderson (1), on peut dégager sans trop de difficultés quelques tendances fondamentales qui caractérisèrent son évolution et qui indirectement déterminèrent l'attitude adoptée envers les problèmes de la dialectique.

Renié ou tout simplement oublié et ignoré par la social-démocratie, puis concurrencé par un « marxisme-léninisme » des plus sommaires, le marxisme occidental s'est retiré sur les hauteurs des institutions académiques où, surtout après la deuxième guerre mondiale, il s'est associé en proportions variables à des doctrines à la mode du jour — telles que certaines variantes de la psychanalyse et le structuralisme. N'étant plus en prise directe ni sur les événements européens ni sur les luttes se déroulant à l'échelle mondiale et coupé de toute participation active à l'évolution de la connaissance scientifique, le marxisme occidental a reflué de l'affrontement avec la réalité concrète vers les textes et les « discours » dont furent proposées diverses lectures. Les textes de jeunesse de Marx et les *Grundrisse*, engendrèrent de belles discussions dont l'ampleur n'était malheureusement pas toujours proportionnelle aux progrès qui en résultèrent pour la théorie marxiste. Certains s'ingénierent aussi à opposer Marx à Engels, sans autre conclusion que celle déjà connue — à savoir que les dioscures du socialisme scientifique n'étaient pas des frères siamois.

(\*) La première partie de l'étude de Jean-Pierre De Waele, professeur à la Vrije Universiteit Brussel, médecin-directeur du service d'anthropologie pénitentiaire, a paru dans les CM de mai 1983. La deuxième partie a été publiée dans le numéro de juin.

(1) P. Anderson. Sur le marxisme occidental. Maspero 1977.

Corrélativement à cette évolution, le langage des marxistes occidentaux se transforme de manière à ne plus être accessible qu'aux initiés de la dernière mode intellectuelle. Alors que les écrits de Marx, Engels et Lénine se sont toujours distingués par leur clarté, ceux de nombreux marxistes occidentaux sont d'une complexité et d'une obscurité verbales qui frisent l'escroquerie intellectuelle. Ces excès n'ont toutefois pas réussi à masquer le piétinement sur place d'une pensée théorique tombée en panne sur diverses voies de garage.

Une autre caractéristique importante du marxisme occidental et plus particulièrement continental, c'est, à l'exception d'auteurs tels que P. Naville et S. Timpanaro, la perte du contact avec les sciences positives et l'assimilation du marxisme aux « Geisteswissenschaften ». Rien de comparable à la réaction de Lénine rédigeant *Matérialisme et empiriocriticisme* n'est en effet à signaler. Bien au contraire, comme le note P. Anderson :

« Les origines du marxisme occidental, en fait, devaient être marquées par un double rejet décisif de l'héritage philosophique d'Engels — par Korsch dans "Marxisme et philosophie" et par Lukacs dans "Histoire et conscience de classe". A partir de ce moment, l'aversion pour les derniers textes d'Engels devait être un trait commun à presque tous les courants marxistes, de Sartre à Colletti et d'Althusser à Marcuse. »

Mais là où P. Anderson se trompe, c'est lorsqu'il attribue ce rejet au « discrédit général » dans lequel les conceptions d'Engels seraient tombées après 1920 « quand — dit-il — l'incompatibilité de leurs thèmes centraux avec les problèmes et les découvertes des sciences naturelles devint de plus en plus évidente ». Il n'explique d'ailleurs pas le choix de l'année 1920 et se garde bien de préciser de quels « thèmes centraux » et de quels « problèmes et découvertes » il pouvait bien s'agir. Ce n'est en tout cas pas l'avis de J.B.S. Haldane dans l'introduction qu'il écrivit en 1939 à la traduction anglaise de la *Dialectique de la nature*. En réalité, c'est pour des raisons de principe qui leur étaient propres, mais qui ne faisaient que traduire un retrait du marxisme hors du domaine des sciences naturelles que Lukács (première manière) et Korsch, puis ultérieurement Marcuse, Althusser, Colletti et Sartre et tutti quanti rejetaient les derniers écrits d'Engels. C'est vraisemblablement pour ne pas avoir compris cette rupture régressive de nombre de marxistes occidentaux avec la philosophie des sciences autant qu'avec la philosophie scientifique, que P. Anderson passe entièrement sous silence la contribution de marxistes anglais tels que Christoffer Caudwell, H. Levy (auteur d'une intéressante théorie des changements qualitatifs), J.D. Bernal, et M. Cornforth (auteur d'études critiques remarquables de la philosophie linguistique).

Il va de soi que cette évaluation globale du marxisme occidental en raison de son schématisme ne comporte pas toutes les nuances et distinctions désirables. Pour lui rendre pleine justice il faudrait non seulement différencier les auteurs individuels et les formes de leur engagement politique, mais encore prendre en considération la chronologie de l'enchevêtrement des tendances et opérer d'utiles distinctions entre les disciplines intéressées. Toujours est-il que ni Lukacs (première et deuxième manières), ni Korsch, ni Gramsci, ni Colletti, ni Della Volpe, ni Adorno, ni Marcuse, ni Althusser, ni Kosik, ni M. Raphael, ni E. Bloch, ni

Goldmann n'ont fourni de contribution systématique à la théorie de la dialectique. Ce ne sont certes pas les remarques, notes, commentaires et gloses qui font défaut, mais dans tout ceci on ne trouve rien qui puisse être considéré comme un début de réalisation du programme esquissé par Lénine.

Pourtant deux auteurs, et non des moindres puisqu'il s'agit de H. Lefebvre et J.P. Sartre, font apparemment exception à cette conclusion négative.

Il est vrai que depuis qu'il avait publié avec N. Guterman les *Cahiers philosophiques de Lénine*, H. Lefebvre avait clairement perçu la nécessité de procéder à l'élaboration d'une théorie de la dialectique matérialiste et, en 1947, il publia un premier volume intitulé *Logique formelle et logique dialectique* qui ne devait être que le premier d'une série de huit volumes composant un vaste traité du matérialisme dialectique. Ce premier volume fut un échec total qui était en quelque sorte inévitable. Le moment était mal venu pour tenter d'innover ou pour s'essayer aux grandes synthèses car la « science prolétarienne » était en marche et avec elle le culte dément de son « coryphée », les travaux préparatoires, personnels ou autres, faisaient entièrement défaut et la documentation de Lefebvre, affectée d'un sérieux « gallo-centrisme », était nettement défectueuse. Aucun des problèmes préalables n'était abordé, ni à plus forte raison résolu, et le niveau d'argumentation de l'œuvre datait sur de nombreux points de plus d'un demi-siècle. L'ensemble faisait penser à du Goblot hégélianisé. En réalité, H. Lefebvre s'était attelé à une tâche qu'il ne pouvait mener à bien avec les moyens dont il disposait : traiter de logique formelle en ignorant pratiquement les progrès de la logique mathématique tout en la couplant à une logique dialectique inexistante, le tout en parfait accord avec le fameux texte de Staline de 1938. Aussi étonnant que cela puisse paraître, malgré le nombre de pages consacrées au sujet, et en dépit d'un grand nombre de remarques intéressantes, H. Lefebvre ne parvint jamais à dire clairement ce qu'il entendait par une logique dialectique, ni à en expliciter la structure, ni à en fournir le mode d'emploi.

Quant à Sartre, son point de départ est Lucács (première manière) qui dans *Histoire et conscience de classe* (1922) écrivait :

« Quelque sujet que la dialectique traite, cela tourne toujours autour du même problème : la connaissance de la totalité du phénomène historique. »

Opposant deux types d'intelligibilité qu'il qualifie respectivement de « raison analytique » qui adopte envers les choses une attitude « contemplative » et les saisit en extériorité, et de « raison dialectique » qui elle est la logique de l'action vivante dont la découverte se fait en cours de praxis, Sartre pose que l'intelligibilité de cette dernière est un mouvement de totalisation, unification synthétique d'un divers « qui fait de chaque partie une manifestation de l'ensemble et qui rapporte l'ensemble à lui-même par la médiation des parties ». La dialectique est essentiellement « activité totalisatrice ». Ses lois ne sont rien d'autre que les règles produites par la totalisation en cours et ont trait aux relations de l'unification à l'unifié. Les concepts-clefs de la dialectique selon Sartre sont ceux de « tout », de « totalisation » et de « partie » et leur contenu est la praxis. Pour lui, une dialectique de la nature est inconcevable parce que la « nature » ne comporte pas de totalités pou-

vant être saisies de l'intérieur. Voici d'ailleurs comment il décrit la manière dont opère la négation de la négation :

*« Ainsi — pour ne prendre qu'un exemple — c'est dans le cadre de la totalisation que la négation de la négation devient affirmation. Au sein du champ pratique, corrélatif de la praxis, toute détermination est négation : la praxis en différenciant certains ensembles, les exclut du groupe formé par tous les autres et l'unification en cours se manifeste à la fois par les produits les plus différenciés (qui marquent la direction du mouvement), par ceux qui le sont moins (et qui marquent les permanences, les résistances, les traditions, une unité plus rigoureuse mais plus superficielle) et par le conflit des uns avec les autres (qui manifeste l'état de la totalisation en cours). La nouvelle négation qui, en déterminant les ensembles moins différenciés, les haussera au niveau des autres fera nécessairement disparaître la négation qui de chaque ensemble faisait un antagoniste de l'autre. Ainsi c'est à l'intérieur d'une unification en cours (et qui a déjà défini les limites de son champ) et là seulement qu'une détermination peut être dite négation et que la négation d'une négation doit être nécessairement une affirmation. Si la raison dialectique existe, elle ne peut être — du point de vue ontologique — que la totalisation en cours, là où cette totalisation a lieu et — du point de vue épistémologique — que la perméabilité de cette totalisation à une connaissance dont les démarches soient par principe totalisantes. » (Critique de la raison dialectique p. 139). »*

Ce qui précède ne saurait en aucune façon être considéré comme un résumé adéquat de la dialectique telle que la conçoit Sartre. Nos paraphrases de même que la dernière citation ont pour seul but de fournir quelques exemples de la manière dont il aborde les problèmes de la dialectique. Nous sommes en effet incapables de présenter avec le minimum de clarté et d'ordre la pensée de Sartre à ce sujet pour la bonne raison que lui-même n'y est pas parvenu. Et nous mettons quasiment au défi de fournir un exposé rationnel de la conception que Sartre se fait de la dialectique. L'obscurité de la terminologie — au sujet de laquelle L. Sève (2) a déjà fait les remarques les plus pertinentes, le style torturé et le désordre conceptuel le plus complet qui caractérisent la centaine de pages que Sartre a consacrées à la dialectique, pour ne pas parler du procédé inacceptable consistant à juxtaposer des assertions, disqualifient complètement sa contribution au problème qui nous occupe.

La conclusion qu'impose ce bref aperçu du « marxisme occidental » est nette : son apport à l'élaboration d'une théorie de la dialectique est pratiquement nul. Tout au plus avons-nous vu s'accumuler de nouveaux obstacles. Toutefois il serait faux d'en déduire que notre problème soit insoluble ou qu'il représente une cause perdue. Bien au contraire, il est devenu parfaitement clair qu'il s'agit désormais avant toute chose d'élaborer un projet qui après discussion mènera à la réalisation — si possible collective — d'un premier essai de théorie moderne de la dialectique matérialiste.

(2) L. Sève : Jean-Paul Sartre et la Dialectique. La Nouvelle Critique, N° 123, février 1961, pp. 79-82.

## II

# Le projet

Notre projet est à la fois un plan de travail et une heuristique destinés à résoudre les problèmes posés par l'élaboration d'une théorie moderne — c'est-à-dire située au niveau des connaissances et des techniques scientifiques actuelles — de la dialectique matérialiste. Il comprend tout d'abord la définition des objectifs poursuivis et le contexte dans lequel ils peuvent être envisagés. Ensuite — et c'est là un aspect majeur de ce projet — il comporte une analyse des difficultés et des obstacles qui se sont opposés, et qui éventuellement s'opposent encore, à l'élaboration d'une théorie systématique de la dialectique. Toute la première partie de notre exposé a d'ailleurs eu pour but essentiel de sensibiliser le lecteur aux divers aspects d'un problème qui jusqu'à présent n'a pas reçu de solution satisfaisante. Trop de personnes en effet croient encore que les dialecticiens matérialistes disposent d'une théorie constituée. Ce qui existe est sans doute plus qu'un ensemble de vues intuitives, mais c'est nettement moins que ce que l'on est en droit d'exiger dans le contexte scientifique contemporain. Toutefois il serait faux de croire que cette situation soit propre aux marxistes. Par rapport aux philosophes non marxistes, ils possèdent l'avantage d'un embryon de théorie qui leur a été légué par Marx, Engels et Lénine. Dans la mesure où les non-marxistes n'ont rien de mieux à offrir, le problème qui se pose est donc commun à tous ceux qui ont le souci d'une philosophie scientifique. Il n'est donc pas question de refuser les éventuels apports de théoriciens non marxistes pourvu qu'ils contribuent à atteindre les buts que nous nous fixons.

Pour quiconque connaît l'abondante mais décevante littérature consacrée à la dialectique, c'est incontestablement cette analyse des obstacles qui jusqu'à présent a le plus fait défaut. Mais corrélativement à cette analyse se pose la question des moyens à mettre en œuvre pour surmonter les difficultés préalablement identifiées. Il va de soi qu'il doit s'agir de moyens praticables, c'est-à-dire de moyens que l'on connaît suffisamment pour que l'on puisse les utiliser.

Enfin, pour éviter toute forme de justifications « ad hoc », il importe de définir d'avance un ensemble de réalisations pouvant servir de critères de succès pour les moyens sélectionnés. C'est uniquement de cette manière qu'un contrôle objectif des résultats peut être envisagé. D'autres critères que les nôtres peuvent être conçus, mais pour pouvoir entrer en ligne de compte, ils doivent être explicitement définis.

En procédant comme nous le suggérons, nous espérons jeter sinon les bases d'un travail collectif, du moins inciter tout ceux que le problème intéresse à une collaboration qui, même si elle doit être purement critique, peut avoir un rôle utile à jouer.

## 1. LES OBJECTIFS ET LEUR CONTEXTE

Le but poursuivi par une théorie de la dialectique est de fournir une théorie générale du devenir et du développement, applicable tant aux phénomènes et aux systèmes naturels qu'aux phénomènes sociaux et historiques, aux comportements animaux et aux conduites humaines tant en ce qui concerne leur aspect technico-instrumental que leur aspect socio-relationnel, aux processus cognitifs et plus particulièrement à ceux qui sont constitutifs d'une connaissance scientifique en évolution. Une telle théorie est dite dialectique parce qu'elle est basée sur un modèle découvert par Hegel consistant en oppositions se développant en doubles négations. Ce principe de « développement en double négation » comme nous l'appellerons désormais, est la découverte fondamentale de Hegel. Même si les termes dans lesquels il est formulé trahissent ses origines et ses applications idéalistes, nous continuerons pour des raisons de continuité historique à l'appeler ainsi. Avec S.M. Orudchew (3) nous considérons ce principe comme l'élément fondamental de toute dialectique par rapport auquel la formule de Lénine (cfr. supra) ne constitue qu'un cas particulier qui a le désavantage de prêter à malentendu.

Il n'est pas difficile de démontrer par l'analyse des textes que ce principe de développement en double négation correspond au « noyau rationnel de la dialectique hégélienne », ce par quoi la dialectique de Hegel contient le fondement de toute dialectique. Malheureusement ce principe est également le « pont aux ânes » de la dialectique hégélomarxiste. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous nous sommes efforcés de le suivre à la trace dans notre introduction historique.

L'objectif est donc de construire une théorie générale du développement à partir du paradigme fondamental constitué par le développement en double négation. Mais immédiatement plusieurs remarques s'imposent. Tout d'abord, ce « principe » ne constitue pas une entité indissociable ou une espèce d'axiome primitif. Il doit, à l'encontre de ce qui se passe chez Hegel, pouvoir être analysé en ses constituants et il doit pouvoir être engendré de façon univoque à partir de ceux-ci. En d'autres mots, lorsqu'on le considère dans une perspective historique ou, lorsque l'on considère son application, il est parfaitement légitime de parler d'un « principe » au sens usuel de ce mot. Mais considéré d'un point de vue systématique, il ne s'agit ni d'un principe ni d'une loi, au sens d'une loi de la nature. Dans le cadre d'une théorie systématique, le développement en double négation ne peut être qu'un résultat dérivé d'autres relations plus fondamentales. Ce sont celles-ci qui, en plus de ses applications réussies à tous les domaines de la réalité, forment la base du « principe ».

L'élaboration d'une théorie de la dialectique est non seulement une entreprise que certains jugeront, non sans bonnes raisons, extrêmement ambitieuse. Elle est en outre fort risquée car elle n'est pas seule à occuper le terrain. On peut en effet concevoir des théories du développement basées sur d'autres paradigmes que celui de la dialectique

(3) Geschichte der marxistischen Dialektik - Dietz Verlag Berlin 1975, 6tes Kapitel : Das Gesetz der Negation der Negation. Voir aussi : Yan Fu : A propos de l'idéalisme de Hegel, Pékin 1906, Institut de philosophie.

hégélienne — par exemple la théorie darwinienne de l'évolution biologique, pour ne citer que celle-là. Du même coup apparaissent de nouvelles tâches qui sont essentiellement d'ordre comparatif et qui doivent fournir des réponses aux questions suivantes : la théorie dialectique du développement possède-t-elle effectivement le degré de généralité que lui attribuent ses partisans ? En d'autres mots, les autres conceptions peuvent-elles en être déduites à titre de cas particulier et si oui, de quelle manière ? Mais il faut bien envisager également la possibilité inverse, c'est-à-dire que le modèle dialectique ne soit qu'un cas parmi d'autres d'une super-théorie. Ou encore il se pourrait que dans l'état actuel des choses on doive se résigner — provisoirement — à un pluralisme des modèles. Quoi qu'il en soit, il est indéniable que l'élaboration d'une théorie systématique de la dialectique doit aller de pair avec une analyse comparative de nature méta-théorique.

Devant l'ampleur de la tâche il est naturel de se demander si elle se situe dans un contexte de nature à en favoriser l'accomplissement. Nous croyons pouvoir répondre affirmativement à pareille question, du moins en ce qui concerne les aspects intellectuels de l'entreprise.

Tout d'abord il y a les tendances que nous avons déjà signalées parmi les philosophes soviétiques et ceux des pays socialistes. Ensuite, par un singulier retour des choses, ce sont les disciplines formelles telles que logique et mathématiques réputées — faussement — être réfractaires à la dialectique qui ouvrent de nouvelles perspectives à celles-ci ou du moins qui s'ouvrent à un nouveau type de considérations. Citons ici tout le mouvement d'assouplissement de la logique formelle menant aux logiques dites déviantes telles que les logiques parconsistantes qui parviennent à s'accommoder de contradictions sans devenir trivialement fausses et les logiques curieusement qualifiées de « philosophiques » telles que la logique des modalités, la logique déontique, la logique épistémique; les nominalistes, la logique décisoire, pour ne pas parler des efforts effectués pour élaborer une logique appropriée à la mécanique quantique. Pour sa part, la théorie mathématique des catastrophes de R. Thom offre un nouvel instrument de réflexion théorique et d'application pratique concernant les changements qualitatifs discontinus les plus divers.

Quant aux travaux de R. Kuhn sur les « révolutions scientifiques » qui ont renouvelé l'histoire des sciences, ils fourmillent de thèmes dialectiques tels que l'intégration de la rationalité logique avec l'histoire, et le problème du principe de « correspondance » de N. Bohr régissant le dépassement de théories anciennes par des théories nouvelles qui les englobent.

Aux Etats-Unis, la psychologie est travaillée par un courant profond de psychologie dialectique dont l'orientation traduit l'insatisfaction des psychologues face à des conceptions positivistes issues de l'union du behaviorisme avec l'empirisme logique. Ce sont des tendances semblables que l'on trouve à l'œuvre dans le mouvement qui a conduit K. Holzkamp d'une psychologie « critique » et émancipatrice vers la construction d'une psycholo-dialectique matérialiste et la redécouverte de la psychologie historico-culturelle de Vigotsky. Par ailleurs des courants sont en train d'effectuer leur jonction avec les représentants les

plus avancés de la psychologie soviétique par le biais d'une recentration globale sur la notion d'action et son analyse processuelle. D'autres encore s'emploient à dégager les structures dialectiques implicites dans les théories et les recherches de J. Piaget qui à la fin de sa vie avait découvert l'importance fondamentale d'une théorie dialectique.

Dans le domaine des sciences naturelles, c'est la nouvelle thermodynamique de I. Prigogine avec la notion de système dissipatif qui est de nature à le plus intéresser les dialecticiens matérialistes, puisque ces systèmes présentent au cours de leurs transformations toutes les caractéristiques propres au changement tel que d'une façon générale les conçoit la dialectique matérialiste : ouverture du système, échanges avec l'environnement, opposition interne, transformation soudaine, apparition de nouveaux états qualitatifs à partir du seuil critique atteint par certains paramètres. Ils ont dès lors bonne mine les Lukács (première manière), les Sartre et autres adversaires de l'idée d'une dialectique de la nature, car c'est bel et bien une contribution fondamentale à une nouvelle dialectique de la nature que I. Prigogine a fournie.

Il est du plus haut intérêt de noter que, à l'encontre de ce qui fut le cas dans le passé, les nouveaux développements scientifiques qui constituent un contexte favorable à l'élaboration d'une systématisation de la dialectique matérialiste, se situent presque tous dans des domaines où prévaut une méthodologie ayant son origine dans les sciences naturelles. Ajoutons toutefois pour être complets que l'étude de diverses espèces d'effets dits « pervers » et autres contradictions internes de l'action sociale promet d'ouvrir de nouveaux champs d'application de la dialectique en sociologie (4).

Résumons donc nos objectifs :

1) Construire une théorie générale du changement à partir du « noyau rationnel de la dialectique hégélienne » à savoir des oppositions se développant en double négation, étant bien entendu que ce paradigme doit lui-même être préalablement analysé.

2) Mener une analyse méta-théorique comparative de cette théorie avec d'autres théories dont les buts sont comparables.

3) Relier de diverses manières la nouvelle théorie aux acquisitions scientifiques manifestant une nette proximité conceptuelle par rapport à celle-ci.

## 2. LES OBSTACLES

Les obstacles que rencontre tout « ami matérialiste » de la dialectique hégélienne en abordant cette dernière sont de deux espèces. La première a trait aux relations complexes existant entre Hegel et son œuvre; la seconde concerne la tâche de l'interprète qui se voit confronté avec les résultats auxquels Hegel a abouti.

a) Un premier problème interne résulte de ce que Hegel n'a jamais fourni d'exposé systématique de sa méthode dialectique. C'est ce que prouvent clairement tous les lexiques consacrés à son œuvre tels que

(4) R. Boudon. Effets pervers et ordre social. P.U.F. Paris 1979. Thomas C. Schelling, Micromotives and macrobehaviour. Norton London 1978. Jon Elster, Logic and society : contradictions and possible worlds, Wiley 1978.

celui de Glöckner, par exemple. Et lorsqu'il aborde le sujet, c'est toujours en donnant à sa méthode un contenu purement idéaliste. Ce qui prime chez lui c'est l'idéalisme absolu dont la dialectique n'est que le ressort assurant l'auto-mouvement de l'idée en voie de réalisation. Comme dans son développement l'idée ne connaît aucune contrainte extérieure à laquelle sa spontanéité interne devrait s'adapter, le problème de la définition explicite de critères à travers lesquels s'exprimerait la méthode ne se pose pas. Comme le démontre la comparaison des textes depuis les *Fragments d'Iena* (1804-1805), en passant par la *Grande Logique* (1812-1816) pour aboutir à la *Petite Logique* de l'*Encyclopédie des sciences philosophiques* (1817), l'enchaînement des catégories, quoique commandé par la même méthode dialectique, présente d'importantes variations. Tout se passe donc comme si Hegel considérait que l'« application » de sa méthode et la présentation des résultats auxquels elle menait était susceptible d'améliorations et de corrections. Il écrira d'ailleurs dans l'*Introduction à la science de la logique* :

« Je reconnais que la méthode que j'ai suivie dans ce Système de la logique — ou plutôt que ce système suit en lui-même — est susceptible de beaucoup de perfectionnements; mais je sais en même temps qu'elle est la seule véritable. Et cela ressort facilement de ce qu'elle n'est rien de différent par rapport à son objet et à son contenu; — car c'est le contenu en lui-même, la dialectique qui lui est inhérente, qui le meut. Il est clair qu'aucune présentation ne peut avoir de valeur scientifique qui n'emprunte le cheminement de cette méthode et qui ne soit conforme à son rythme simple, car c'est le cheminement de la chose même. »

Il n'en reste pas moins que, même les commentateurs les plus récents de Hegel (5), se contentent de reproduire ses paroles plutôt que d'explicitier la méthode suivie et son « rythme simple ». Certains comme N. Hartmann (6) se sont même demandé si Hegel maîtrisait consciemment sa méthode ou bien s'il se laissait conduire par elle à la manière d'un artiste génial entièrement absorbé par son œuvre mais incapable d'élaborer une réflexion consciente sur sa propre démarche. Quant à F. Engels, qui dans une lettre du 1<sup>er</sup> novembre 1891 conseillait C. Schmidt sur la meilleure façon d'étudier Hegel, il déclarait :

« Mais vous ne devez en aucune façon lire Hegel comme Mr. Barth l'a fait notamment dans le but de découvrir les mauvais syllogismes et les trucs lamentables qui lui servent de leviers de construction. Cela c'est du pur travail d'écolier. Il est beaucoup plus important de découvrir la vérité et le génie qui sont sous-jacents à la forme fautive et aux connexions artificielles. Ainsi les transitions d'une catégorie à l'autre ou d'une contradiction à la suivante sont presque toujours arbitraires — et souvent effectuées au moyen d'un jeu de mots, comme lorsque le Positif et le Négatif "zu Grunde gehen" (périssent) afin que Hegel puisse arriver à la catégorie de "Grund" (raison, fondement). Réfléchir beaucoup à ceci est une perte de temps. »

Et, revenant au même sujet (lettre à C. Schmidt du 4 février 1894), F. Engels insistait sur le fait que les suites de triades appartenaient au système de Hegel et donc à ce qu'il y avait de transitoire dans l'œuvre de ce dernier et il ajoutait que les transitions d'une catégorie à une autre devraient être faites différemment dans différentes langues.

« Si vous traduisez la séquence dans la *Théorie de l'essence* dans une autre lan-

(5) Cfr. A. Léonard, *Commentaire de la Logique de Hegel*.

(6) N. Hartmann, *Aristoteles und Hegel*, in *Kleinere Schriften*. Bd II. Berlin 1957.

que — remarquait-il — la plupart des transitions deviennent impossibles. Ce n'est pas là que gît l'essentiel; il réside dans la méthode, dans le principe du mouvement et de l'interaction universels et une approche correspondante de l'étude de l'objet qui ne laisse pas la pensée en paix mais qui la force à exprimer la réalité dans son mouvement et sa complexité de la manière la plus précise. »

Réduire la dialectique à n'être que le produit d'une création personnelle, comme le fait N. Hartmann, c'est faire bon marché des problèmes qui se posaient à Hegel lorsque, ne disposant que de l'instrument du langage courant enrichi de notions techniques de la philosophie, il s'efforçait d'exprimer le processus d'engendrement des catégories à partir de leurs oppositions. Que l'imagination créatrice de l'auteur dut jouer un rôle important dans l'accomplissement de pareille tâche, était inévitable puisque son point de départ idéaliste lui imposait la réalisation d'une construction qui ne pouvait se guider sur des critères indépendants du processus de construction lui-même. En réalité, les propos critiques de N. Hartmann, pour justifiés qu'ils soient dans de nombreux cas, trahissent une réelle impuissance à analyser la dialectique hégélienne dont la signification et la valeur — pas plus que celles de n'importe quelle œuvre intellectuelle — ne sauraient être réduites aux conditions psychologiques de sa genèse.

Engels, pour sa part, semble s'être laissé emporter par son zèle pédagogique au point de se montrer illogique. En effet, qu'une expression se prête à un jeu de mots n'implique pas nécessairement son invalidation et des difficultés de traduction ne sauraient être invoquées à titre de réfutation. En outre, si l'on admet l'argumentation d'Engels, on est inévitablement amené à se demander ce qui subsiste encore de la Logique de Hegel si ce n'est précisément l'interprétation qu'il en donne. Mais alors sur quels aspects des textes hégéliens, Engels se fonde-t-il ? Et comment vérifier son interprétation et lui donner un sens opérationnel précis ? En fait, en ne procédant pas de façon suffisamment analytique, (n'oublions pas qu'il s'agit d'une lettre !), Engels a scié la branche sur laquelle il était assis et s'est privé des moyens de preuve exigés par sa thèse.

Cela étant, il reste que les rapports très particuliers et peu analysés de Hegel avec le langage écrit mènent quelquefois à des formules saisissantes, mais sont très souvent la source de textes d'une obscurité particulièrement irritante. Tout le monde est d'accord là-dessus : Hegel écrivait mal et son style n'était guère à la hauteur de sa créativité philosophique. Aussi O. Pöggeler (7) n'a-t-il pas hésité à déclarer au sujet du manuscrit intitulé *Logique et métaphysique d'Iéna* (1804-1805) auquel les historiens de la philosophie attachent une importance toute particulière :

« Quoiqu'il soit écrit de façon relativement soignée, le manuscrit ne peut en aucune façon constituer le projet d'un livre lisible : l'homme qui l'a écrit ne connaît ni l'allemand ni la grammaire, pour ne pas parler de la manière dont s'enchaînent ses idées. »

Par contre, les textes additionnels provenant de notes d'étudiants que l'on trouve dans certaines éditions sont souvent d'une clarté exemplaire.

---

(7) O. Pöggeler, Hegel's Jenaer Systemkonzeption. Philosophisches Jahrbuch 1964, pp. 286-318.

Mais quelles que soient les difficultés résultant de la manière dont Hegel formule sa pensée, la raison essentielle du caractère insatisfaisant et incomplet des explications fournies au sujet de sa méthode réside dans son idéalisme absolu. Comme Hegel le dit lui-même sans la moindre ambiguïté :

« *La méthode est la conscience de la forme de l'auto-mouvement intérieur de son contenu.* »

En d'autres mots, dans l'idéalisme absolu il n'y a d'autre réalité que l'auto-engendrement de l'Idée et la connaissance que celle-ci prend d'elle-même n'est qu'un moment du développement de l'Idée. En tant que modalité de la connaissance la méthode, c'est-à-dire la dialectique, ne fait son apparition qu'en tant que stade ultime atteint par l'Idée absolue lorsque celle-ci ramasse en elle-même tous ses moments antérieurs. Pour l'idéalisme absolu il n'y a donc pas d'une part un « contenu » dont le devenir se déploierait selon certaines formes et d'autre part une connaissance de ces formes qui, une fois formulée de manière générale fournirait une théorie de la dialectique et qui consciemment appliquée constituerait la méthode dialectique. Or ce n'est que dans ce dernier cas, réalisé précisément par le matérialisme dialectique, que s'offre la possibilité de définir, d'analyser et de formuler explicitement une conception systématique de la dialectique. Chez Hegel par contre, la « logique » — si l'on peut dire ! — de son idéalisme absolu fait que les oppositions de concepts et leurs dépassements manifestent et expriment des processus dialectiques mais ne permettent pas de les formuler explicitement puisque la dialectique en tant que « méthode » n'émerge qu'au niveau de l'Idée absolue. C'est ainsi que la fameuse première triade sur laquelle s'ouvre le Logique : Etre-Néant-Devenir (dont Alain disait que lorsqu'on l'avait comprise on entendait une porte se fermer derrière soi) correspond incontestablement à un processus en double négation, le néant équivalent de l'être, et le devenir à la négation de la négation à la négation de l'être. Cependant, Hegel ne mentionne aucun développement en double négation. C'est qu'il ne dispose pas encore de la notion de négation. Celle-ci n'apparaît, en effet, que dans le chapitre suivant comme deuxième terme de la triade : Réalité-Négation-Quelque chose. Et Hegel de remarquer brièvement d'une manière que certains — dont Lénine — ne manquèrent pas de trouver sybilline (« abstrait et abstrus à la Hegel », note Lénine, en reprenant une expression d'Engels) : « *Quelque chose est la première négation de la négation* ».

Il va sans dire que les nécessités discursives de l'exposé ne permettent guère à Hegel de se montrer aussi rigoureux que sa conception idéaliste de la dialectique ne l'exige. De là les notes, commentaires, et « flash-back » qui, tout en apportant d'importants éclaircissements à son texte, en préfigurent la critique en dénonçant indirectement les aspects arbitraires de l'entreprise idéaliste.

Ajoutons encore qu'en raison même de l'esprit de système qui l'anime, la philosophie hégélienne et en particulier les enchaînements dialectiques qui la sous-tendent sont de qualité très inégale. Les temps faibles consistant en constructions arbitraires et artificielles découlant de la nature idéaliste du système, c'est évidemment sur les temps forts qui serrent le réel de près qu'on a intérêt à concentrer la lecture de

Hegel. Encore faudra-t-il, et c'est là un nouvel obstacle propre à la forme et au contenu des textes hégéliens à vaincre, préalablement distinguer les uns des autres.

Afin d'éviter les discussions confuses, il est donc d'importance de bien choisir les textes hégéliens où les problèmes généraux de la dialectique sont abordés par Hegel de façon systématique. A cet égard, il semble que les suivants soient les meilleurs candidats à prendre en considération :

- 1) L'Introduction à la Phénoménologie de l'esprit.
- 2) L'Introduction à la logique.
- 3) Le dernier chapitre de la logique consacré à l'Idée absolue.
- 4) L'Introduction à la logique de l'Encyclopédie des sciences philosophiques.
- 5) L'Introduction aux Leçons sur l'histoire de la philosophie.
- 6) Les deux chapitres composant la première partie des Leçons sur la philosophie de la religion.

b) Le deuxième type de difficultés qui attendent les amis matérialistes de la dialectique hégélienne est à la fois de nature historique et systématique. En effet, il s'agit en tout premier lieu d'identifier clairement ce que Marx entendait par le « noyau rationnel » de la dialectique hégélienne. Mais on ne saurait cerner adéquatement l'idée centrale de celle-ci sans en retracer la genèse et mettre en évidence sa source thématique privilégiée. C'est d'ailleurs aussi la meilleure façon d'en faire ressortir la profonde originalité.

Quoi qu'en pensent les althussériens et autres antidialecticiens, il n'est pas difficile d'établir par une lecture attentive des textes que Marx et Engels considéraient que le « noyau rationnel » de la dialectique hégélienne était constitué par le paradigme fondamental du développement en double négation. Comme la place nous manque pour en apporter la preuve détaillée et explicite, il nous faut nous contenter provisoirement de cette affirmation.

Qu'ils soient marxistes ou non, jusqu'à présent peu d'auteurs se sont risqués à fournir une explication détaillée de ce fameux développement en double négation et ce pour la raison qu'ils n'ont apparemment pas aperçu le lien existant entre le rejet par Hegel du principe du tiers-exclu — d'où résulte l'absence d'implication réciproque entre affirmation et double négation — et la formulation du processus de transformation de l'affirmation initiale.

Quant aux origines de cette découverte dont l'analyse exigerait des explications dépassant de très loin le cadre du présent article, elles sont généralement passées sous silence ou bien on laisse supposer que ce paradigme fondamental de la dialectique hégélienne serait en quelque sorte issu des schémas triadiques utilisés par Fichte et Schelling. Or, si l'influence de ces deux auteurs sur Hegel est indéniable sur le plan métaphysique et épistémologique, il en va tout autrement en ce qui concerne la dialectique à proprement parler. A ce sujet, en effet, la pensée de Hegel est marquée par une originalité profonde qui le distingue radicalement de ses contemporains et de ses prédécesseurs. Signalons à titre d'indication provisoire que c'est en réalité aux grands philosophes rationalistes, Descartes, Spinoza et Leibniz qu'il faut

remonter pour découvrir les sources de la dialectique spécifiquement hégélienne et plus particulièrement à leur conception des relations entre fini et infini. On peut d'ailleurs montrer sans peine que la négation de la négation hégélienne trouve son origine dans la conception cartésienne de l'infini. Des travaux à ce sujet font évidemment partie intégrante du présent projet.

Toutefois, afin que le pont aux ânes de la dialectique puisse être franchi, d'autres obstacles doivent encore être surmontés. Il s'agit notamment de définir rigoureusement des notions fondamentales telles que opposition, contradiction, négation, négatif, négation de la négation, processus, etc. Mais en abordant pareilles tâches on dépasse manifestement le cadre d'une lecture de Hegel destinée à énucléer les idées de base de sa dialectique et c'est déjà dans un travail d'interprétation et d'élaboration théorique que l'on se trouve engagé. Ceci n'a rien d'étonnant si l'on tient compte du fait que Hegel, faute de moyens techniques appropriés, n'a de la forme originale de sa dialectique qu'une compréhension en grande partie intuitive et que celle-ci présente de multiples aspects qu'il n'a pas réussi à expliciter. C'est dire qu'il est pratiquement impossible de séparer clairement lecture et interprétation théorique constructive.

Quoi qu'il en soit, une fois en possession des concepts de base, c'est à la délimitation des différents domaines de la dialectique qu'il faudra consacrer ses efforts. En effet l'élaboration d'une dialectique matérialiste nécessite à la fois une distinction précise et une articulation réciproque d'une dialectique objective (dont le champ d'application comportera divers domaines et niveaux révélés par l'investigation scientifique) et d'une dialectique de la connaissance. Alors que la première portera sur des événements des faits, des propriétés et des structures, la seconde aura des propositions, des relations et des attributs pour éléments. Et, en définitive, c'est par la nature des connexions épistémologiques reliant dialectique objective et dialectique de la connaissance que l'une et l'autre constituent les deux versants de la dialectique matérialiste.

Parallèlement c'est le problème des relations entre la logique et la dialectique qu'il faut résoudre, à partir de l'idée de base que la dialectique est doublement englobante par rapport à la logique. D'une part, en tant que dialectique objective, elle ne se limite pas, comme la plupart des logiques, au langage dans lequel s'exprime la connaissance puisqu'elle comporte également un modèle théorique général du développement de processus réels. D'autre part, dans la mesure où elle régit la solution d'oppositions qu'elle a contribué à mettre en évidence, la dialectique contient à titre de cas particulier les inférences déductives — et les équilibres logiques qui les fondent —, par le jeu de l'équivalence entre affirmation et double négation résultant du principe du tiers-exclu.

De toute évidence, tout ceci requiert un considérable travail d'élaboration et d'explication. Néanmoins on est en droit de se demander pour quelles raisons les amis matérialistes de la dialectique hégélienne n'ont jusqu'à présent réalisé que de très modestes progrès sur la voie qui, de l'analyse historique en passant par l'interprétation des textes et

de définition des concepts de base, mène à la systématisation théorique. Une première réponse pourrait consister à affirmer soit que l'ensemble des tâches que nous venons d'esquisser équivaut à un grand problème insoluble, soit que certains problèmes particuliers d'importance stratégique sont insolubles. Et l'on pourrait discuter le sens qu'il convient de donner à « insoluble ». Insoluble en principe ? Insoluble dans l'état actuel de nos connaissances ? Insoluble comme peut l'être un problème mal posé ou un faux problème ? Mais quelle que soit l'éventualité que l'on envisage, l'analyse, voire la démonstration de l'une ou l'autre d'entre elles constituerait déjà un progrès ne fût-ce qu'en suggérant une réorientation des recherches. Or, il n'est pas difficile de se rendre compte que l'on n'en est pas là, et c'est donc ailleurs qu'il faut chercher la réponse à notre question initiale.

Notre thèse, dont il existe d'abondantes illustrations bibliographiques, est que, en matière de théorie de la dialectique, marxistes comme non marxistes ont été jusqu'il y a peu d'années victimes d'une division du travail particulièrement rigide dans le domaine philosophique. En effet, les tâches et problèmes que nous avons évoqués, une fois qu'on les compare aux spécialités dont ils relèvent, se révèlent d'une redoutable hétérogénéité. Leur formulation tout autant que leur éventuelle solution requiert une forme hybride de spécialisation qui n'est que très rarement réalisée. Celle-ci peut être sommairement décrite comme une combinaison de connaissances approfondies de l'histoire de la philosophie et d'auteurs tels que Hegel, Marx et Engels, avec une compétence particulière en matière de problèmes « systématiques » et de philosophie des sciences et surtout une maîtrise de techniques d'analyse formelle, en particulier la logique symbolique. Or, s'il est un fait aussi regrettable que bien établi, c'est que les philosophes qu'intéresse Hegel ne manifestent la plupart du temps que peu d'attrance pour la méthodologie systématique et par conséquent ne maîtrisent guère les techniques indispensables à l'élaboration d'une théorie moderne de la dialectique. Réciproquement, les philosophes entraînés aux méthodes formelles sont peu enclins à consacrer leur temps à des tâches d'ordre historico-philologique. Si l'on y ajoute la mauvaise réputation dont jouissent les philosophes romantiques et en particulier Hegel auprès de philosophes que leur spécialisation oriente de façon prédominante vers les sciences naturelles (8) on obtient un tableau de la disjonction des spécialités dont seule la conjonction peut apporter un début de solution aux problèmes de la dialectique.

On se rappellera par ailleurs que c'est un conflit semblable qui opposa en URSS de 1924 à 1930 les dialecticiens, c'est-à-dire les hégéliens aux dits mécanicistes qui dans un style positiviste se référaient essentiellement aux acquisitions des sciences naturelles. Et il n'est sans doute pas exagéré de voir dans cette disjonction à l'intérieur de la philosophie qui affecte également les théoriciens marxistes un des symptômes par lesquels se trahit l'existence d'une série de problèmes découlant du « Methodenstreit » entre les « Geisteswissenschaften » (sciences des artefacts culturels et de l'histoire) et les « Naturwissens-

---

(8) Peu de scientifiques sont disposés à oublier comment Hegel, dans sa dissertation *De orbitis Planetarum* déduisit le nombre de planètes du système solaire.

chaften » (sciences naturelles au sens large), — problèmes qui sont loin d'avoir reçu une solution satisfaisante tant par les marxistes que par les non-marxistes.

Quoi qu'il en soit, la solution du deuxième type de difficultés qu'ont à affronter les amis matérialistes de la dialectique hégélienne a pour condition nécessaire l'intégration de techniques et de connaissances spécialisées qui ne se trouvent que très rarement réunies chez une seule personne. C'est dire qu'il s'agira de mettre en pratique des formes de collaboration inter- et transdisciplinaire nouvelles. Ajoutons, à titre d'encouragement, qu'au cours des dernières années, l'hybridation de spécialités dans le domaine de la pensée théorique s'est considérablement développée et nous ferons connaissance de quelques exemples de celle-ci précisément dans le domaine de recherches récentes consacrées à la dialectique. Les exigences que nous venons de formuler ne sont donc certainement pas irréalisables, mais leur réalisation est semée d'embûches.

### 3. VOIES ET MOYENS

Si tels sont les obstacles (2) qui s'opposent à l'atteinte des objectifs (1) que comporte l'élaboration d'une théorie moderne de la dialectique matérialiste, quelle est la démarche de détour qui permettra d'atteindre ces derniers ?

En réalité deux voies sont ouvertes : l'une est essentiellement critique, l'autre est constructive.

a) En ce qui concerne la première, elle consiste à faciliter l'élaboration d'une théorie moderne de la dialectique en débarrassant celle-ci d'une série d'hypothèses qui pèsent sur elle sous la forme de problèmes dont on peut faire l'économie en les prenant pour ce qu'ils sont en réalité, c'est-à-dire des erreurs ou de graves inexactitudes. Que ces erreurs aient Marx, Engels ou Lénine pour auteur, ne peut que stimuler ceux qui se réclament de leur pensée à sauvegarder celle-ci de l'erreur et de l'inexactitude. A condition bien entendu que l'erreur soit démontrée et que sa source ait, si possible, été mise en évidence. En matière de dialectique notamment, il est arrivé que des exemples et des illustrations, quelquefois de nature métaphorique, aient été utilisés à des fins pédagogiques ou polémiques alors que, analysés de façon rigoureuse, ils se révèlent erronés. On a peut-être trop souvent déclaré que le marxisme était avant toute chose un guide pour l'action et de ce fait encouragé un pragmatisme opportuniste qui préfère l'image au concept, et la formule qui « fait balle » à une argumentation fondée en fait et en théorie. Ce sont là des déformations qu'un militantisme exclusif n'induit que trop facilement et qui engendrent à la fois une tolérance exagérée envers des formulations erronées, voire même un attachement à celles-ci en raison du confort intellectuel qu'elles offrent.

C'est ainsi que, pour ne citer que quelques exemples, Engels crut bon d'utiliser la germination, le développement et la reproduction d'un grain d'orge comme exemple d'un processus en double négation et déjà en 1894 le « cher » Mikhaïlowski — comme l'appelait Plekhanov — fit

remarquer (9) que le développement du grain d'orge n'était pas conforme à une triade et concluait :

« Il est temps que nous cessions de croire que l'orge pousse selon (les conceptions de) Hegel » (10).

Et Plekhanov de voler au secours d'Engels en invoquant le *Traité de botanique* publié en 1891 par Ph. Van Tieghem (11) et en indiquant qu'au § 230 de son *Encyclopédie des sciences philosophiques*, Hegel avait noté qu'un processus dialectique pouvait comporter quatre termes au lieu de trois.

Il est évident que ce genre de discussion scolastique est complètement absurde. A condition de reconstruire de façon rationnelle le processus aboutissant à une double négation — ce qui est parfaitement possible — il vaut mieux se débarrasser une fois pour toutes d'une illustration qui, même à titre de métaphore, ne possède qu'une valeur douteuse plutôt que de procéder, comme le font tant d'introductions au matérialisme dialectique, à l'embaumement des exemples d'Engels. Il en va de même de la multiplication algébrique  $-x \cdot a = a^2$  qui n'est en aucune façon comparable à une double négation exprimant une affirmation.

Une autre illustration utilisée également par Engels possède une importance historique puisqu'il ne s'agit de rien moins que de l'analyse du mouvement mécanique d'où Zénon d'Elée tirait la conclusion qu'il était impossible puisqu'il comportait une contradiction, alors que Hegel et à sa suite Engels y voyaient la preuve du caractère intrinsèquement contradictoire du mouvement mécanique. Lorsqu'une flèche vole — argumentait Zénon — elle occupe à chaque moment de son vol un certain lieu. Or lorsqu'un corps occupe un lieu, il est au repos. Donc, la flèche est à chaque moment au repos et donc aussi durant tout son vol. Alors que l'Eleate concluait qu'en réalité le mouvement n'existait pas, Hegel, considérant le mouvement comme réel, et suivi en cela par Engels, en inférait qu'à tout moment un corps en mouvement était et n'était pas en un certain lieu. Il est évident que la solution des « apories » de Zénon exige que soit levée l'ambiguïté affectant les expressions « être en un certain lieu » et « ne pas être en un certain lieu ». On trouvera un exemple d'une telle solution dans les articles consacrés à cette question par A. Schaff et K. Adjukiewicz dans la *Deutsche Zeitschrift für Philosophie* en 1956. N'en déplaise à certains talmudistes cramponnés à leurs citations, il résulte des travaux de ces auteurs — et d'autres plus anciens également — que le déplacement d'un corps dans l'espace n'implique pas de contradiction.

Enfin, il est du plus haut intérêt de noter que la plupart des illustrations erronées et des applications inexactes de la dialectique que l'on trouve chez les « classiques », et plus particulièrement chez Engels, ont leur origine chez Hegel. C'est d'ailleurs le cas des trois exemples que nous venons de citer. Par contre les applications et analyses originales des mêmes auteurs sont incomparablement plus rigoureuses.

---

(9) Russkoye Bogatstvo, 1894, vol. II, 2<sup>e</sup> partie, p. 150.

(10) Mikhailowski parle d'avoine alors qu'Engels mentionne de l'orge. Cfr. Anti-Dühring.

(11) Deuxième édition, Paris 1891, première partie, p. 24.

b) Une fois déblayé le terrain, il devient possible d'aborder la voie constructive et de mettre en œuvre les moyens requis pour l'élaboration d'une théorie de la dialectique. Pour que celle-ci puisse occuper le rang qui lui revient dans une conception du monde scientifique elle doit être tout autre chose qu'un ensemble d'affirmations où l'arbitraire le dispute au dogmatisme. En d'autres mots, par sa rigueur et sa systématique ainsi que par le caractère univoque de ses définitions, elle doit viser un état d'explicitation maximal. Ceci non seulement pour satisfaire des exigences de rationalité interne mais aussi pour s'exposer le plus clairement possible aux comparaisons, à la critique et aux éventuelles modifications que cette dernière peut induire.

Notre thèse fondamentale consiste à affirmer que l'élaboration d'une théorie moderne de la dialectique matérialiste ne peut être réalisée qu'à condition de lui appliquer les techniques de la logique dite mathématique ou encore symbolique, c'est-à-dire de procéder à la formalisation de la dialectique.

Pour être compris et être accepté pareil projet exige que les nombreux aspects qu'il comporte soient préalablement clarifiés. Tout d'abord que faut-il entendre par « formalisation » ? Ensuite, il y a des objections à réfuter et les toutes premières nous viennent de Hegel lui-même qui, à diverses reprises, a insisté sur l'incompatibilité qui existerait entre la dialectique et toute forme de calcul symbolisé. Enfin certains marxistes ne manqueront pas de remarquer, primo, que pareil projet n'a rien d'original et que diverses tentatives en ce sens ont déjà été effectuées et secundo, que les résultats obtenus ne sont guère convaincants. Enfin, on peut aussi se demander pourquoi Marx et Engels n'ont jamais envisagé cette possibilité.

En dépit des apparences, il n'est pas difficile de répondre à ces questions et objections.

(a) Que fait-il entendre par formalisation ?

D'une manière générale, on entend par formalisation la mise en évidence de la nature des rapports existant entre des termes, de types divers, abstraction faite de ce qu'ils signifient en eux-mêmes et ce à l'aide d'un symbolisme approprié. D'une façon plus précise, un système formel comporte tout d'abord un vocabulaire, c'est-à-dire une liste de symboles primitifs dont certaines séquences sont admises en tant que « formules bien formées ». Parmi ces dernières on distingue d'une part des axiomes (12) et d'autre part des règles d'inférence. Ce sont elles qui permettent d'inférer à titre de conclusion une formule bien formée à partir d'autres formules bien formées servant de prémisses. Un théorème n'est alors rien d'autre qu'une formule bien formée pour laquelle il existe une démonstration, c'est-à-dire une séquence finie de formules bien formées dont chacune est soit un axiome soit une formule inférée de formules antérieures dans la séquence au moyen d'une des règles d'inférence. La dernière formule de la séquence est alors un théorème. Enfin, un système formalisé comporte également des tests d'efficacité permettant de vérifier si les règles d'inférence ont été correctement appliquées et si les formules utilisées sont adéquatement formées.

(12) Remarquons en passant qu'une formalisation peut se passer d'une axiomatisation au sens strict et qu'elle peut éventuellement faire application d'axiomes appartenant à d'autres domaines.

C'est la structure d'un tel système que nous proposons de donner à la dialectique étant bien entendu que les termes auxquels la formalisation s'applique recevront des interprétations différentes selon le domaine auquel ils appartiennent. Dans la dialectique de la connaissance il s'agira de propositions et d'attributs alors que dans la dialectique objective les rapports étudiés concerneront des faits et des propriétés.

(b) Les objections de Hegel.

Il est bien connu que l'idée d'une logique symbolique remonte à Leibniz auquel on doit les premiers travaux dans ce domaine. Son œuvre très incomplètement connue à l'époque fut poursuivie à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par divers auteurs tels que J.A. Segner, G. Ploucquet, J.H. Lambert, G.J. van Holland et G.F. Castillon dont les premiers résultats très fragmentaires et quelquefois entachés d'erreurs n'étaient pas de taille à résister aux critiques que Kant formula à l'endroit de la philosophie de Leibniz dans sa *Critique de la raison pure*. Aussi le conservatisme de Kant en matière de logique qui considérait que depuis Aristote la logique formelle n'avait accompli aucun progrès et qu'elle n'avait plus à en faire a-t-il constitué un important obstacle aux nouvelles recherches en matière de logique symbolique.

Rappelons ici le texte de la préface de la *Critique de la raison pure* (1787) :

« Ce qui montre que la logique est entrée depuis les temps les plus anciens dans cette voie certaine, c'est que, depuis Aristote, elle n'a pas eu besoin de faire un seul pas en arrière... Il est aussi digne de remarque que jusqu'ici elle n'a pu faire un pas en avant, et qu'aussi, selon toute vraisemblance, elle semble arrêtée et achevée ».

Quant à Hegel, qui partageait dans une très large mesure l'attitude critique de Kant envers Leibniz, il connaissait l'œuvre de G. H. Lambert et de Ploucquet et lorsqu'il s'oppose à l'idée d'un « calcul logique », c'est à eux et à Leibniz qu'il pense. C'est dire que les objections de Hegel visent une discipline qui n'en était qu'à ses premiers balbutiements et qu'elles ne sont guère pertinentes à propos du domaine prodigieusement développé, qu'est devenue la logique mathématique.

Néanmoins, comme il arrive encore que certains marxistes se font l'écho des objections formulées par Hegel en deux endroits de sa *Logique* (*Science de la logique*, traduction Jankelevitch, livre troisième : *Science de la logique subjective*, P. 291/2) il n'est pas inutile de rappeler brièvement ses arguments (13).

Le premier argument a trait à l'incompatibilité qui existerait, d'après lui, entre la symbolisation mathématique et cet être intellectuel vivant qu'est le concept manié par la dialectique. Mathématiser la logique, c'est vouloir représenter ce qu'il y a de plus vivant dans la pensée par ce que celle-ci a produit de plus inerte. En d'autres mots, formaliser (au sens large) c'est imposer une immobilisation artificielle aux entités dialectiques essentiellement mouvantes.

Le second argument est que les termes logiques et leur notion sont irrémédiablement extérieurs les uns aux autres alors que les différents

(13) J. Hyppolite dans « *Logique et Existence* » (1953) et Mure dans « *A Study of Hegel's Logic* » (1950) approuvent entièrement Hegel.

aspects des concepts que la dialectique s'efforce d'appréhender comme moments d'une totalité sont intérieurs les uns aux autres.

Enfin, pour citer Hegel directement :

*« Puisque l'homme dispose du langage comme du moyen de notation propre à la raison, c'est une sottise idée que de se retourner vers un procédé imparfait d'exposition et de s'en torturer la pensée. »*

Hegel ne démontre rien; il ne montre rien non plus: ni exemple, ni illustration. Il se contente d'affirmer. Son premier et son deuxième argument sont en fait étroitement liés car tous deux découlent d'une vision non seulement romantique mais également idéaliste du concept, envisagé comme une totalité organique en évolution, et dont la formalisation bloquerait le changement tout en détruisant sa structure intérieure. Mais ce n'est que dans un système idéaliste — comme celui de Hegel — qu'un concept puisse être conçu comme un organisme doué d'une spontanéité interne, et d'une organisation propre. De plus, il est entièrement faux que formalisation et changement soient incompatibles: changements sémantiques et changements réels peuvent parfaitement faire l'objet d'une représentation symbolique. Et il en va de même de structures dont les composantes manifestent des relations internes. En fait Hegel possède une représentation très étroite et unilatérale de ce qu'il faut entendre par mathématisation. Pour lui elle se limite apparemment au traitement quantitatif des choses au détriment de leurs aspects qualitatifs.

Quant à considérer le langage (ordinaire et naturel) comme le « moyen de notation propre à la raison » qui rendrait superflu les langages artificiels spécialisés, c'est faire bon marché de tout l'apport de la critique du langage et de la philosophie linguistique moderne. Il est vrai que Hegel écrit ces lignes il y a plus de 170 années et qu'en matière de mathématisation de la logique, toute l'évolution ultérieure lui a donné tort (14).

(c) Le caractère peu concluant des tentatives de formalisation.

Il est exact qu'au cours des dernières décennies diverses tentatives de formalisation de la dialectique ont été entreprises et que les résultats ont été jusqu'à présent peu concluants. Toutefois, il est assez facile de mettre les raisons de cet état de choses en évidence.

K. Dürr (15) se contente de présenter une symbolisation, par ailleurs inexacte, des triadés hégéliennes, mais ne procède pas à une véritable formalisation. Günther (16) et M. Kosok (17) prennent, chacun à sa façon, une interprétation assez arbitraire de Hegel comme point de départ. Pour ces deux auteurs c'est le processus de « réflexion » qui constitue le ressort de la dialectique. La conception marxiste d'une dialectique matérialiste ne les intéresse d'ailleurs aucunement et il n'est fait aucune référence au processus en double négation. Dans le cas de M. Kosok on ne peut guère parler d'une véritable tentative de formalisation.

(14) Pour une excellente discussion technique de cet ensemble de problèmes, voir L. Apostel, *Logique et Dialectique*, 1979 - Appendice pp. 109-117.

(15) K. Dürr, *Die Entwicklung der Dialektik von Platon bis Hegel*. *Dialectica*, 1, 1947.

(16) G. Günther, *Formalisierung der transzendental-dialektischen Logik Hegel-Studien*. Bonn, 1964.

(17) M. Kosok, *The Formalization of Hegel's dialectical logic*. *International philosophical quarterly*, 6, 1966.

L'étude de L. S. Rogowski (18) est du plus haut intérêt en tant que formalisation rigoureuse d'une logique du changement mais à part l'importance accordée au concept de devenir, on a bien de la peine à saisir le lien de cette recherche avec la dialectique hégélo-marxiste. Il en va de même des travaux de B. Sesić (19) qui, tout en ne mentionnant pas le fait, semble s'inspirer de L. S. Rogowski.

M. Bense (20), tout comme Y. Gauthier (21) et Asenjo (22) ne consacrent leur attention qu'à des aspects partiels de la dialectique et aucun d'entre eux n'a apparemment saisi le rôle central joué par la négation de la négation chez Hegel et chez Marx.

Cette dernière remarque est une nouvelle fois d'application au livre de D. Dubarle et Doz (23) et à l'article de Th. M. Seebohm (24). Outre qu'ils ne s'intéressent guère à Marx et Engels, ces auteurs se basent sur des interprétations hautement discutables de Hegel.

L'ouvrage de D. Marconi (25) consacré tout entier à la formalisation de la dialectique contient une série d'articles difficilement accessibles parmi lesquels ceux de S. Jaskowski (1949), de R. Routley et R. K. Meyer (1976), et de N. C. A. Da Costa (1974) permettent au lecteur averti de se faire une idée des résultats obtenus dans le domaine des logiques dites « para-consistantes » c'est-à-dire les logiques qui s'efforcent d'intégrer des contradictions sans pour autant aboutir à des conclusions trivialement fausses.

D'une importance beaucoup plus considérable, le petit livre de N. Rescher, *Dialectics* (1977), quoique ne comportant pas de formalisation systématique, contient des chapitres (notamment le chap. 4) dont l'inspiration se rapproche très fort de la suite que nous aimerions voir donner à notre projet. Malheureusement, faute d'une lecture attentive de Hegel, N. Rescher ne comprend pas l'importance essentielle du processus en double négation.

Des remarques analogues peuvent être faites au sujet du livre (26) de l'éminent logicien belge L. Apostel qui, de tous les auteurs que nous venons de passer en revue, est celui qui s'est efforcé de serrer au plus près les problèmes posés par l'élaboration d'une théorie moderne de la dialectique matérialiste et dont on peut attendre à l'avenir des contributions décisives.

Ce n'est donc pas l'idée de formalisation qui est en cause mais le difficile rapprochement à opérer entre une lecture interprétative de Hegel, Marx et Engels centrée sur le « noyau » de la dialectique et les techniques de formalisation. C'est la raison pour laquelle nous avons

(18) L.S. Rogowski. La logique directionnelle et la thèse de Hegel sur la contradiction du changement. Forum 1964, in D.M. Marconi (op. cit.).

(19) B. Sesić. Logic of Change. Bologna 1972.

(20) M. Bense. Theorie dialektischer Satzsysteme. Philosophische Studien Bd 1, 1949; Bd 2, 1950.

(21) Y. Gauthier. Logique hégélienne et Formalisation Dialogue. II, Montréal 1967.

(22) Asenjo. Dialectic Logic. Logique et Analyse, N° 4, 1965.

(23) D. Dubarle et A. Doz. Logique et Dialectique. Paris Larousse. 1972.

(24) T.M. Seebohm. The Grammar of Hegel's dialectic. Hegel Studies, 11, 1976.

(25) D. Marconi (édit). La Formalizzazione della dialettica : Hegel, Marx e la logica contemporanea. Torino 1979.

(26) L. Apostel. Logique et Dialectique. Communication and Cognition. Ghent 1979.

insisté d'une part sur la constitution d'un « corpus » de textes hégéliens fondamentaux, sur la notion fondamentale de développement en double négation, et, d'autre part, sur la nécessité de surmonter les conséquences néfastes des oppositions apparues entre spécialistes comme conséquence difficilement évitable de la division du travail intellectuel.

(d) Marx et Engels et le projet de formalisation.

On est réduit aux conjectures les plus hasardeuses quant à la question de savoir si Marx et Engels, et éventuellement Lénine, auraient été favorables à une formalisation de la dialectique. Qu'ils n'en aient pas eu l'idée eux-mêmes s'explique sans doute en tout premier lieu par le fait qu'il n'eurent pas connaissance de la parution des ouvrages fondamentaux de G. Boole (*The mathematical analysis of Logic*, 1847; *An Investigation of the Laws of Thought*, 1854) et de A. De Morgan (*Formal Logic: or the Calculus of Inference, necessary and probable*, 1847) et, partant, qu'ils ne purent en évaluer l'importance.

Mais, comme il ressort de tous leurs écrits et tout particulièrement des manuscrits mathématiques de Marx (27) qui témoignent de son intérêt pour les fondements du calcul intégral et différentiel, ils n'étaient guère hostiles à la mathématisation de quoi que ce soit. On sait, en outre, tout l'intérêt que Marx portait à l'application des mathématiques à l'économie politique. On peut donc au moins exclure chez eux toute hostilité du type de celle manifestée par Hegel.

Ce qui est plus curieux et, somme toute, difficilement explicable, c'est pourquoi dans un pays comptant autant de logiciens et de mathématiciens éminents comme l'Union soviétique, l'on n'ait non seulement jamais entrepris de formaliser la dialectique mais que pareil projet ne soit jamais mentionné ne fût-ce que pour en rejeter l'idée. Le livre de Koursanov que nous avons déjà plusieurs fois cité ne comporte aucune indication à ce sujet. Tout au plus lit-on dans le chapitre final que la grande révolution scientifique et technique de notre époque

*«...nécessite que l'on apporte une solution au problème complexe qui consiste à développer la théorie de la dialectique matérialiste, à élaborer un système complet de ses lois et catégories. C'est en un certain sens, élaborer un "organon" dialectique de la pensée scientifique, synthétisant l'ensemble des principales idées et thèses de la logique de la science du matérialisme dialectique, constituant l'expression concentrée des idées et des principes logiques du processus de la connaissance qui apparaît comme la réalisation suprême de la pensée philosophique et logique mondiale.»* (pp. 446-447).

Ailleurs (p. 449), ces idées sont précisées de la manière suivante :

*«En ce qui concerne le processus cognitif lui-même pris dans toute la diversité de ses sphères, théories et conceptions concrètes, de l'appareil conceptuel exprimé sous forme d'un langage scientifique approprié, le système de la logique dialectique acquiert la signification d'une métathéorie dans le sens et l'interprétation larges du terme. Sur la base de ses idées et principes et à l'aide de son appareil conceptuel sont analysés les principes, la structure, les catégories et les méthodes de toutes les théories scientifiques ainsi que les autres formes cognitives, leur place et leur rôle dans tout le processus de la connaissance scientifique.»*

*«C'est pourquoi il est naturel que la logique dialectique prenne l'importance*

(27) K. Marx. *Mathematische Manuskripte*. Skriptor Taschenbücher 1974. Voir aussi : Annexe sur les travaux mathématiques de Marx in Marx, Engels *Lettres sur les Sciences de la Nature*. Editions Sociales 1973.

*d'un système métalogue d'idées, de principes et de catégories nécessaires pour l'analyse des structures, des formes logiques proposées par des théories et conceptions scientifiques concrètes.»*

Pour autant que nous puissions en juger, et sans engager une nouvelle discussion, il nous semble que si la logique dialectique doit aspirer au statut d'une « métathéorie » et devenir un système « métalogue » d'idées, cela présuppose qu'elle soit préalablement systématisée sous la forme d'un système formel.

#### 4. CRITERES

De l'analyse de la situation complexe que nous nous sommes efforcé de clarifier, découle l'impérieuse nécessité d'énoncer quelques critères par rapport auxquels la réalisation de notre projet pourra être évaluée. En effet, en cas d'échec ou de demi-échec, il ne serait que trop facile d'adapter les objectifs aux résultats et de camoufler un échec en une réussite. En bref :

— Premier critère : clarification et précision accrue des notions de base de la dialectique (a) chez Hegel; (b) chez Marx et Engels et explicitation des processus mis en évidence par eux.

— Deuxième critère : généralisation et extension des concepts et des processus utilisés par Hegel, Marx et Engels, par exemple définition de divers types de négations simples et de doubles négations et découverte de nouveaux types de processus dialectiques.

— Troisième critère : transformation d'assertions importantes de la théorie de la dialectique en théorèmes démontrés (par ex. limitation à deux négations du processus dialectique).

— Quatrième critère : mise en évidence de relations non triviales entre la dialectique formelle et d'autres systèmes formalisés (similarités voire identités partielles entre la dialectique formelle et d'autres logiques formalisées).

— Cinquième critère : facilitation de l'application de la dialectique à des processus réels ainsi qu'à des processus cognitifs tant à titre hypothétique et heuristique qu'à titre explicatif.

— Sixième critère : intégration de processus « logiques » et non dialectiques à titre de cas particuliers ou de cas limites.

— Septième critère : incompatibilité de la dialectique formelle avec l'idéalisme.

— Huitième critère : possibilité de comparaisons explicites entre la théorie dialectique du devenir et d'autres théories générales du changement.

#### 5. MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Il va de soi que la mise en œuvre de notre projet « ab ovo » constituerait une tâche immense de nature à faire hésiter les plus entrepreneurs, n'était-ce l'existence d'un ensemble de développements scientifiques, dont il a déjà été fait mention, et de commentaires pointant dans la même direction. Ainsi, en 1959, dans un livre (28) où, entre autres

(28) H. Lefebvre. La Somme et le Reste. 2 vol. La Nef, 1959.

choses, il soumettait son activité philosophique à une réflexion critique personnelle, H. Lefebvre écrivait :

*« Il est question d'abord et principalement de réserver à la logique (formelle), son domaine sans le limiter à l'avance. Car l'étude de la praxis nous apprend que la maîtrise de la nature et le savoir consistent tous deux à imposer une forme à un "contenu", à une "matière". La forme représente l'instrument général de la connaissance et de l'action (comme le montrant la planification et même curieusement l'action politique !). La dialectique de la forme et du contenu domine le mouvement de la connaissance et ne constitue pas une connaissance concrète. Si la forme doit correspondre au "contenu" et à la "matière", ce contenu et cette matière objectifs ne peuvent s'atteindre au dehors, en-deçà ou au-delà de toute forme. La prétention des philosophes — accéder directement au contenu — menace la connaissance dans son mouvement qui cesse d'être connu comme tel. Quant à la forme, elle a ses lois, ses structures et d'abord celles de la logique. La logique formelle est la plus générale des formes, celle du savoir. Le plus et le moins, le positif et le négatif, le continu et le discontinu, le quantitatif et le qualitatif, etc., n'entrent dans le savoir que formalisés. En dehors d'une formalisation dont le modèle parfait est "logico-mathématique", ils ne constituent pas un savoir effectif mais une possibilité de savoir. Quant à la logique dialectique, c'est encore une logique formelle et c'est une pensée dialectique (rigoureuse bien que non purement logique). Entre les deux, la logique et la dialectique, elle joue le rôle décisif d'une médiation. Il faut donc lui restituer sa place dans l'étude des rapports entre les catégories et concepts en tant que contradictoires (formellement). La question est donc de mettre fin aux abus d'une dialectique abstraite, sans contenu, et qui se prend pour une connaissance et une saisie directe du contenu en se passant de la logique (formelle) et de la logique dialectique (formelle mais transitionnelle vers le mouvement du contenu). Il faudrait donc aujourd'hui reprendre entièrement la question de la logique formelle et de ses rapports avec la dialectique. Il faudrait exposer le développement de la logique moderne, en tenant compte d'une formalisation (nécessaire) de la dialectique, et d'une certaine dialectisation de la logique formelle (relations et propriétés duales, relations réciproques d'inclusion et d'exclusion, etc.) (Vol. 1, pp. 106-107).*

Cette prise de position est évidemment d'autant plus intéressante qu'elle émane d'un auteur autrefois peu enclin à accorder beaucoup d'attention à des tentatives de formalisation et dont l'œuvre très controversée, parue en 1948 (*Logique formelle et logique dialectique*), manifestait tous les travers que ne pouvait manquer d'entraîner une ignorance marquée des progrès effectués par la logique symbolique moderne.

Que l'idée d'une formalisation de la dialectique soit « dans l'air » apparaît également du *Pré-rapport sur la dialectique* présenté au Colloque d'Orsay, en 1971, par Lucien Sève (29) qui déclarait :

*« Le souci croissant d'un investissement de la dialectique dans le travail scientifique fait poser de plus en plus souvent la question d'une formalisation de la dialectique. En France, le problème ne semble pas avoir donné lieu encore à suffisamment de recherches et de débats entre marxistes pour qu'il soit possible de faire véritablement le point. Ici, la tâche est surtout, semble-t-il, d'inciter à la recherche. On peut du moins noter un double souci : d'une part, le projet de formaliser la dialectique peut paraître inconsistant dans la mesure où la dialectique, en tant que logique supérieure, voire en tant que métalogue, implique une critique des limites et des pouvoirs du formalisme logique. Mais d'autre part s'il est bien vrai qu'il existe une dialectique mathématique ou une dialectique des*

(29) Lénine et la pratique scientifique. Centre d'Etudes et de Recherches marxistes. Editions sociales, 1974.

mathématiques, on peut se demander au nom de quelle conception préalable et limitative de ce qu'on entend par formalisation on écarterait l'éventualité d'une mathématisation poussée du dialectique. De fait pour prendre un exemple facile, une approche en termes de probabilité des problèmes du bond qualitatif est loin d'être a priori incongrue et même inféconde. Mais le problème le plus important ne réside-t-il pas dans le fait que la dialectique ne se réduit pas à sa dimension de logique (supérieure) par exemple aux principes d'identité incluant la différence ou de contradiction dialectique, mais qu'elle est en même temps gnoseologie ? A ce titre la dialectique "formalisante" ne demeurera-t-elle pas toujours plus essentielle que la dialectique éventuellement formalisée ? » (pp. 45-46).

Mais surtout, dépassant de très loin en ampleur et en importance toutes les tentatives de formalisation qui ont vu le jour jusqu'à présent, il y a l'œuvre d'un marxiste et mathématicien belge, Jean Gorren (1891-1970) qui, en dépit de son originalité, est restée inconnue jusqu'à ce jour tant dans les milieux académiques que dans les organisations marxistes. En effet, la pensée de J. Gorren était à ce point novatrice et en avance sur son temps que tant l'incompréhension des sociaux-démocrates, le dogmatisme des stalinien que l'ignorance des universitaires constituèrent des obstacles insurmontables à la diffusion et à la discussion de ses travaux.

En 1936, J. Gorren publia un *Précis de dialectique* d'une centaine de pages. Ce fut, pour autant que nous sachions, le premier essai d'application de la « logistique » à la dialectique. La dialectique formelle y prenait la forme d'un calcul propositionnel utilisant les notations de Couturat dans *L'algèbre de la logique*. Il s'agissait d'un calcul (intentionnel) dont la structure était semblable à celle de la logique dite « minimale » de J. Johansson (30) que cet auteur publia en 1937. Comme on le sait, cette logique minimale est une généralisation de la logique intuitionniste de Heyting (31). Toutefois le travail de J. Gorren avait été élaboré de manière tout à fait indépendante et n'était en rien redevable à l'école intuitionniste de Brouwer et de Heyting. Les similitudes provenaient évidemment du fait que les deux systèmes rejetaient le principe du tiers-exclu ainsi que l'axiome « ex falso sequitur quod libet ». Toutefois la dialectique formelle propositionnelle de Gorren comportait des aspects séquentiels et des structures en triade que, pour des raisons évidentes, les logiciens intuitionnistes ignoraient. En particulier, Gorren distinguait entre processus dialogiques et processus dialectiques. Alors que les premiers exprimaient par une séquence en double négation le mouvement d'une idée vers un objet et aboutissaient à la fois à un équilibre logique régi par le principe du tiers-exclu et à la constitution d'espèces dans un genre, les seconds comportaient des processus de forme originale consistant en successions d'équilibres logiques s'excluant puis se synthétisant. Il y avait donc déjà là une extension de la dialectique formelle à de nouvelles formes de processus.

On ne peut pas dire qu'à cette époque les travaux de Gorren intéressèrent beaucoup de monde (32). Il les aurait peut-être même aban-

(30) J. Johansson, *Der Minimalalkal, ein reduzierter intuitionistischer Formalismus*, *Compositio Mathematica*, 1937, vol. 4, pp. 120-137.

(31) A. Heyting, *Die formalen Regeln der intuitionistischen Logik* (Ditz, Ber. Akad. Berlin 1930, pp. 42-56).

(32) Le seul à mentionner les travaux de J. Gorren est Leo Apostel (*Logique et dialectique*, 1979, p. 132). Malheureusement, L. Apostel le cite erronément. Aussi les critiques qu'il lui adresse sont-elles sans objet.

donnés si en 1947 un séminaire de philosophie n'avait été créé au sein de l'Université Ouvrière de Bruxelles, séminaire composé de trois membres : J. Gorren, R. Steenhout et l'auteur de ces lignes. Des discussions naquirent de nouveaux textes en 1950, 1951 et 1952 dont aucun ne fut publié. Le premier chapitre du texte préparé en 1950 fut soumis au comité de rédaction de la revue *Dialectica* qui rejeta le manuscrit sans fournir la moindre explication. C'est alors que P. Naville qui fut un des tout premiers à saisir l'importance des travaux de Gorren le publia dans sa *Revue Internationale*. Dans l'entretemps, la dialectique formelle s'était considérablement modifiée et amplifiée. D'un simple calcul propositionnel elle était devenue une dialectique des faits basée sur un calcul fréquentiel permettant de jeter un pont vers des techniques statistiques et comportant une théorie dialectique de la causalité. La notion capitale de « fait unilatère », l'extension de la théorie des négations vinrent encore s'y ajouter. Encore une fois grâce à P. Naville, J. Gorren eut la possibilité de publier en 1969 les résultats de ses derniers travaux dans le numéro 76 de la revue *Epistémologie sociologique* sous le titre *Théorie analytique de la dialectique* (p. 9- 47).

Il est douteux que la forme de présentation choisie par J. Gorren ait été de nature à rendre son texte facilement accessible et à faire comprendre le type de problèmes auxquels il apportait une solution. Il manquait aussi l'analyse critique d'autres travaux, et la comparaison avec d'autres contributions qui lui auraient permis de situer la sienne dans un contexte approprié. Enfin, il manquait les explications nécessaires pour que le lecteur puisse saisir les modalités d'application concrètes de la théorie analytique de la dialectique. Toujours soucieux d'une extrême concision, mais sans doute surtout pressé par l'âge, J. Gorren donna à son article une forme à ce point compacte qu'en le parcourant on songe inévitablement à un testament.

Assurément la théorie de J. Gorren est incomplète et elle appelle de nombreux développements. Mais c'est incontestablement elle qui peut fournir le plus solide point de départ pour l'élaboration d'une théorie moderne de la dialectique matérialiste. Elle coïncide le mieux avec nos objectifs, elle est parfaitement à même de surmonter les multiples obstacles qui ont été passés en revue, ses moyens sont adéquats et elle permet de mettre en évidence le noyau rationnel de la dialectique hégélienne.

La parole est aux amis matérialistes de la dialectique hégélienne!

## Luis Bunuel

Pourquoi la disparition de Luis Bunuel laisse-t-elle un tel vide ? Il était certes un grand cinéaste mais pas un des tout grands comme Griffith, Eisenstein ou Chaplin. Ni même du format de Bergman ou Fellini pour citer des contemporains. Et les trente-deux films qu'il a réalisés ne sont pas tous des chefs d'œuvre : les nécessités alimentaires l'ont amené à faire des films de commande, inégaux, parfois médiocres, encore qu'il n'ait jamais tourné, il l'a souligné, « *une scène qui fut contraire à ses convictions, à sa morale personnelle* ».

Ce qui rend Bunuel exceptionnel, me semble-t-il, c'est qu'il personifie un cinéma qu'il est impossible de définir, aujourd'hui encore, sans se référer à lui. N'est-il pas significatif que le Musée du Cinéma de Bruxelles décerne chaque année un *Prix de l'Age d'or* à « un film dont l'invention et les qualités cinématographiques témoignent d'un esprit de subversion comparable, pour notre époque, à celui de Bunuel en 1930 » ?

Avec Bunuel, l'irrationnel, l'imaginaire, le merveilleux sont entrés au cinéma. S'étant affirmé comme le représentant le plus authentique du cinéma surréaliste par son goût de la provocation dès *Le Chien andalou* (1928), il a exprimé avec plus de force encore sa volonté de braver tous les tabous avec *L'Age d'or* (1930), satire explosive autant qu'ironique de la société bourgeoise en même temps qu'hymne impétueux à l'amour fou.

C'est de son passage — un peu plus de trois ans — dans les rangs exaltés et désordonnés du surréalisme qu'est resté chez Bunuel ce libre accès aux profondeurs de l'être, cet appel à l'irrationnel, à l'obscurité, à toutes les impulsions qui viennent de notre moi profond.

De tout cela, Bunuel n'a jamais rien renié. « *C'est le surréalisme qui m'a révélé que dans la vie il y a un sens moral que l'homme ne peut pas se dispenser de prendre*, a-t-il expliqué. *Par lui, j'ai découvert pour la première fois que l'homme n'était pas libre. Je croyais à la liberté totale de l'homme, mais j'ai vu dans le surréalisme une discipline à suivre. Cela a été une grande leçon de ma vie et aussi un grand pas merveilleux et poétique.* » (\*)

(\*) Les phrases guillemetées sont extraites de l'autobiographie de Luis Bunuel : « *Mon dernier soupir* » (Paris, 1982) et d'un exposé fait en 1953 à l'Université de Mexico dont le texte est reproduit dans le « *Bunuel* » d'Ado Kyrou (Paris, Editions Seghers).

C'est pour cela que Bunuel avait une telle passion et un tel respect pour le cinéma. « *Le cinéma paraît avoir été inventé pour exprimer la vie du subconscient* », disait-il. « *C'est le meilleur instrument pour exprimer le monde des songes, des émotions, de l'instinct. Le mécanisme créateur des images cinématographiques est de par son fonctionnement, celui qui, parmi tous les moyens d'expression humaine, rappelle le mieux le travail de l'esprit pendant le sommeil. Le film semble une imitation involontaire du rêve.* »

Si Bunuel choisit le cinéma pour harmoniser la logique du rêve et la confusion du réel, pour montrer la réalité qui se trouve dans les rêves tout autant que les rêves (ou cauchemars) qui se trouvent dans la réalité, ce n'était pas parce qu'il accordait la priorité à l'irréel.

« *Qu'on ne croie pas que je suis pour un cinéma exclusivement consacré à l'expression du fantastique et du mystère, pour un cinéma qui, fuyant ou méprisant la réalité quotidienne, prétendrait nous plonger dans le monde inconscient du rêve* », précisa-t-il en soulignant que « *le créateur de films aura accompli sa tâche quand, à travers la peinture fidèle de relations sociales authentiques, il aura détruit la représentation conventionnelle de la nature de ces relations, ébranlé l'optimisme du monde bourgeois et obligé le spectateur à douter de la pérennité du monde existant, même s'il ne nous propose pas directement une conclusion, même s'il ne prend pas manifestement parti.* »

C'est pour cela, parce qu'il « *demande au cinéma d'être un témoin, le compte rendu du monde, celui qui dit tout ce qui est important du réel* », qu'immédiatement après *L'Age d'or*, Bunuel tourne, en 1932, *Las Hurdes* (Terre sans pain), un documentaire social, « *essai de géographie humaine* » sur une des régions les plus misérables de l'Espagne, une transcription directe de la réalité, sans qu'il y ait la moindre rupture dans l'esprit et le style de son œuvre. Car ce « *documentaire* » est aussi corrosif que ses deux films précédents. En filmant la plus effroyable misère, les idiots, les cadavres, les charognes, des images dont l'horreur est accentuée par un commentaire glacial, Bunuel procède comme dans la séquence des scorpions de *L'Age d'or* : en explorant les sphères inexplorées du réel, il aborde le surréel.

C'est pour la même raison que le premier film que Bunuel eut la possibilité de réaliser comme il l'entendait après son arrivée au Mexique, *Los Olvidados* (1950), constat impitoyable sur la délinquance juvénile dans les bidonvilles de Mexico, est un film de lutte sociale. Sans être pour cela un film à thèse. « *Je l'ai fait pour être honnête avec moi-même*, a-t-il expliqué. *J'ai observé des choses qui m'ont ému et j'ai voulu les transposer à l'écran mais toujours avec cette espèce d'amour que j'ai pour l'instinctif et l'irrationnel qui peuvent apparaître dans tout.* »

Car, pour Bunuel, si un film est valable, le public en comprendra le sens : « *Si le spectateur partage les joies, la tristesse, les angoisses d'un personnage à l'écran, ce ne pourra être que parce qu'il y voit le reflet des joies, des tristesses, des angoisses de toute la société, donc les siennes propres. Le chômage, l'insécurité de la société, la peur de la guerre, etc., sont des choses qui affectent tous les hommes d'aujourd'hui, qui affectent aussi le spectateur.* »

Lucide de la misère du monde et de ses injustices flagrantes et sournoises, Bunuel s'est toujours refusé à traduire sa révolte par le truchement d'anecdotes platement naturalistes. Il a horreur du prêchi-prêcha, des idées toutes faites et des discours moralisateurs. S'il offre des armes contre la bêtise, le mensonge et la résignation, il n'entend pas donner des leçons. Excellent principe qui lui permet de séduire à l'occasion un public fort divers car ses films ont tellement de facettes que chacun peut les interpréter selon ses goûts et ses propensions du moment.

Car telle est la caractéristique essentielle de Bunuel : l'ambiguïté de l'œuvre et de la pensée d'un homme bourré de contradictions dont il s'accommodait à merveille. « *J'ai passé toute ma vie assez confortablement parmi de multiples contradictions, sans essayer de les réduire, expliqua-t-il. Elles font partie de moi-même, de mon ambiguïté naturelle et acquise.* »

Toute l'existence de Bunuel témoigne de cette ambiguïté, de ce goût de l'insolite et du paradoxe. A commencer par sa carrière professionnelle qui confirme une de ses idées favorites : que le hasard est le grand maître de toutes choses, « *le hasard, vivace et surprenant, qui tâche de s'accommoder de la nécessité sociale* ».

Cet Espagnol profondément marqué par les traditions de son pays ne tourna que trois films en Espagne : *Las Hurdes* (1932), *Viridiana* (1961), qui y furent l'un et l'autre interdits, et *Tristana*, coproduction franco-espagnole en 1970. C'est en France qu'il réalisa la plupart de ses films les plus caractéristiques : depuis *Le Chien andalou* (1928) et *L'Âge d'or* (1930) jusqu'à *Belle de jour* (1966), le *Charme discret de la bourgeoisie* (1972) et *Cet obscur objet du désir* (1977). Mais il mourut, naturalisé mexicain, à Mexico où il habitait depuis trente-sept ans.

Au cours de sa longue vie à cheval sur plusieurs pays, sur plusieurs cultures, où il passa par le surréalisme, la guerre d'Espagne, Hollywood, le Mexique, Bunuel resta toujours imprégné par ses origines. Il était né, le 22 février 1900, à Calanda, gros village du bas Aragon où la vie se déroulait encore, toujours la même, au rythme du Moyen-Âge. Sa famille s'installa bientôt à Saragosse où il fut pendant sept ans pensionnaire au collège des Jésuites. Période dont il garda « un assez bon souvenir, malgré la rigueur, le silence et le froid », comme il gardera un bon souvenir de son service militaire, ce qui ne l'empêchera pas de vitupérer ensuite avec virulence l'Eglise et l'armée.

Après avoir passé sept ans à l'Université de Madrid où il se lie avec Salvador Dali et Federico Garcia Lorca et fonde le premier ciné-club espagnol, il part en 1925 pour Paris pour travailler dans un organisme culturel international et il s'introduit bientôt dans le monde du cinéma en devenant l'assistant de Jean Epstein. C'est à Paris que, *Le Chien andalou* aidant, Bunuel entre en 1929 au groupe surréaliste, entrée qui se fait comme une chose toute naturelle car depuis longtemps « *son amour fou du rêve, du plaisir de rêver, totalement dépouillé de toute tentative d'explication* », l'avait rapproché des surréalistes qui « *luttaient contre une société qu'ils détestaient en utilisant comme arme principale le scandale* ».

Sa carrière de cinéaste faillit se terminer avec *Las Hurdes*. Bunuel

lui-même le croyait. A trente-deux ans, il n'avait réalisé que trois films financés chanceusement : *Le Chien andalou* avec l'argent de sa mère, *L'Age d'or* grâce au mécénat du vicomte de Noailles, et *Las Hurdes* parce qu'un de ses amis anarchistes, Ramon Acin, avait gagné à la loterie. Quinze années allaient du reste s'écouler avant qu'il ne réalise, au Mexique, son quatrième film.

Entre-temps, il eut les activités les plus diverses. Après avoir supervisé des doublages chez Paramount et chez Warner, il dirige la production de films commerciaux en Espagne. Dès le début de la guerre civile, il est envoyé à Paris comme attaché d'ambassade, puis en mission diplomatique à Hollywood pour superviser en tant que « technical adviser » des films sur la guerre d'Espagne. Après la défaite des Républicains, il se trouve sans un sou à New York. Engagé au Musée d'art moderne pour sélectionner et produire des films de propagande antinazie, il perd cet emploi à la suite d'une campagne déclenchée par Dali qui le dénonçait comme athée !

Après avoir passé deux ans à Los Angeles où il s'occupe du doublage en espagnol de films américains tout en ruminant mille projets, le hasard qui lui est si cher lui vaut de se voir proposer la réalisation d'un film à Mexico au moment même où il était sur le point d'obtenir aux Etats-Unis ses « second papers » et de devenir citoyen américain.

C'est ainsi que commence la partie de la carrière de Bunuel qui le voit tourner, entre 1946 et 1964, vingt films au Mexique — sur trente-deux au total. Avec des moyens réduits et des salaires des plus modestes, le plus souvent sur des sujets qu'il n'a pas choisis et avec des acteurs mal adaptés à leur rôle. Mais tout cela sans jamais se renier. « *Je crois n'avoir jamais fait, pour de l'argent, une chose indésirable, a-t-il dit. Ce que je ne fais pas pour un dollar, je ne le fais pas pour un million de dollars* ».

Son premier film mexicain, *Gran Casino*, fut tout sauf une réussite. Deux ans et demi s'écoulèrent du reste avant qu'il n'ait la possibilité d'en réaliser un second, *El Gran Calavera* qui, de son propre avis, « ne présente pas le moindre intérêt ».

L'année 1950 allait toutefois marquer un tournant décisif pour lui grâce à *Los Olvidados* qu'il tourna en vingt-et-un jours et pour lequel il toucha en tout et pour tout 2.000 dollars.

Il s'en fallut de peu que *Los Olvidados* marquent la fin de sa carrière mexicaine. Le film resta seulement quatre jours à l'affiche à Mexico où il suscita de violentes réactions : Bunuel se voyait accusé de déshonorer le pays qui lui avait donné l'hospitalité. Tout changea quand le film obtint le Prix de la mise en scène à Cannes où il fut soutenu par le poète mexicain Octavio Paz. Du coup, il fut absous à Mexico où il ressortit avec succès dans une bonne salle.

Pour Bunuel, c'était important. Il avait atteint pour la première fois le grand public. Il avait prouvé qu'il pouvait faire du cinéma commercial sans rien abdiquer de lui-même.

Si le surréalisme marqua profondément Bunuel, celui-ci fut tout aussi profondément marqué par son enfance et son adolescence passées dans sa province natale. Dans une Espagne féodale, catholique et paysanne où s'entremêlaient le profane et le sacré, le formalisme reli-

gieux et les obsessions sexuelles, la violence et l'hypocrisie, la superstition et les vérités les plus brutales.

Cela explique sans doute son goût du bizarre et son allergie au pouvoir, son anticléricalisme d'un autre âge qu'accompagne l'attraction qu'exercent sur lui les rites de l'Eglise. Et la religion. Car cet homme qui se plaisait à proclamer qu'il était « *athée grâce à Dieu* », fut toujours troublé « *de voir des hommes souffrir avec leur foi, leur foi qui ne les sauve pas* ». Comme il le montre dans *Nazarin* où il raconte avec un humour noir l'histoire d'un pauvre prêtre de Mexico qui voulut vivre l'Evangile et dont l'idéal de charité, d'amour et de pauvreté se heurte à la réalité de l'existence.

C'est un thème qui revient souvent chez Bunuel. Comme d'autres thèmes qui lui sont chers. Celui du *hasard* qu'il développe de façon systématique dans un de ses derniers films, *Le fantôme de la liberté*. Et l'impossibilité inexplicable de satisfaire un désir simple, thème fondamental qu'on retrouve de film en film. Dans *L'Age d'or*, un couple veut s'unir sans y parvenir. *Archibald de La Cruz* essaie en vain de se tuer. Dans *L'Ange exterminateur*, un groupe de gens ne peuvent sortir d'une pièce. Les personnages du *Charme discret* qui veulent dîner ensemble n'y parviennent pas. Dans *Cet obscur objet du désir*, un homme vieillissant ne pourra jamais satisfaire son désir sexuel.

Mais Bunuel n'est pas seulement un cinéaste qui filme ses rêves et ses obsessions. Il est aussi un étonnant raconteur d'histoires. Il le fait en prenant son temps, en se donnant, comme dans un roman picaresque espagnol, le plaisir de la halte et de l'anecdote, déconcertant le spectateur au moment où il s'y attend le moins par une trouvaille de son humour incongru. N'est-il pas significatif que son dernier film, *Cet obscur objet du désir*, se termine par une formidable explosion ?

Bunuel entendait d'autant moins être pris au sérieux qu'il ne se prenait pas au sérieux lui-même. Jusqu'à la fin de sa vie, il conserva de sa jeunesse surréaliste un goût prononcé pour le canular et certaines « trouvailles » qui ont suscité de savantes exégèses relèvent tout simplement de la bonne blague. C'est après avoir bu quelques martini-drys dans un bar qu'il proposa au producteur de *Cet obscur objet du désir* de prendre deux comédiennes pour jouer un seul rôle, ce qui ne s'était jamais fait et parut du coup génial.

Filmant avec justesse et simplicité, en évitant toutes recherches formalistes, un univers bien à lui, Bunuel est resté toute sa vie fidèle à ses idées, à ses passions, à ses amis. D'une infinie tendresse sous une apparente cruauté, prenant le contre-pied de tous les conformismes et de toutes les routines, son œuvre est révolutionnaire. Fondée sur la haine du mensonge, elle fait confiance à l'homme et postule que le monde peut et doit être changé.

# Lire Bourdieu

Si les problèmes de la culture occupent une place privilégiée dans la réflexion du « marxisme occidental », c'est probablement pour la double raison qu'ils forment la partie la moins analysée de l'idéologie des intellectuels progressistes et l'une des difficultés majeures du concept de « superstructure ». Dans le contexte des pratiques et des réflexions actuelles, l'œuvre de Pierre Bourdieu se présente déjà comme un travail monumental, incontournable. Il nous paraît utile de présenter quelques-uns de ses points d'articulation au marxisme tout en formulant des interrogations où pointent nos réticences.

## L'ENJEU CULTUREL

Entre autres démarches séduisantes, Bourdieu analyse de manière analogue les lois de fonctionnement des biens culturels et celles des biens économiques. Les uns comme les autres peuvent en effet s'accumuler pour former un capital, se transmettre et se reproduire de génération en génération ou bien encore s'acquérir « en payant de sa personne ». Contre l'illusion de la culture comme « valeur en soi », cette analogie implique qu'il existe un « marché » où les biens culturels constituent un enjeu permanent dont la valeur dépend des rapports de force entre leurs détenteurs. En d'autres termes, le « prix » d'un bien culturel est relatif et non substantiel, il se détermine en fonction de la structure générale des relations entre possédants, selon le pouvoir de chacun d'imposer le taux de légitimité des biens qu'il possède ou souhaite acquérir. Le concept de « champ » (culturel en l'occurrence) désigne l'espace où se jouent ces rapports de force.

Historiquement, dans un contexte social donné, les pratiques culturelles obéissent à la logique du champ lorsque apparaissent des enjeux spécifiques à ce champ (un capital particulier) ainsi qu'une hiérarchie d'agents qui connaissent et reconnaissent la valeur du capital spécifique mis en jeu dans les pratiques en question. En promulguant ses enjeux spécifiques, un champ devient autonome : les rapports de forces qui opposent les agents occupant une position dominante dans le champ (ceux qui détiennent un important capital spécifique) et ceux

réduits à une position dominée (au capital moindre) s'expriment exclusivement dans le langage propre au champ. On voit ainsi qu'un agent placé en position inféodée dans un champ peut se situer en position dominante dans un autre champ. Cela est d'autant plus important que Bourdieu organise son dispositif théorique de manière à présenter le champ culturel comme l'envers du champ économique : les dominés de l'un sont les dominants de l'autre.

Le champ culturel se structure donc sur le mode du désintéressement, sur la contemplation esthétique gratuite; l'économie de ce champ est celle de l'anti-économie. Ainsi lorsque sont distribués les biens symboliques, qui sont autant de formes du « salaire » spécifique des agents de ce champ, l'opération demeure à distance des intérêts financiers. Ou, plus exactement, les profits pécuniaires qui peuvent découler d'un supplément de notoriété sont niés, médiatisés parce qu'ils n'ont pas été prioritairement recherchés. Dans le même ordre d'idées, on comprend que, puisque existent des signes objectifs qui explicitent les « pertes et profits » réalisés, les agents ne rivalisent pas seulement pour obtenir des biens culturels, mais pour acquérir un pouvoir dans les institutions qui fixent la valeur de ces biens ainsi que pour définir l'autorité qu'il convient d'attribuer à telle ou telle de ces institutions.

Rien, dans le monde de la culture, n'est donc « naturel » et il n'est pas de prise de position de ces intellectuels apparemment libres d'attaches et de racines qui ne doive être interprété dans le champ qui en conditionne l'énoncé.

L'enjeu s'accroît d'ailleurs de ce qu'un agent entre dans ou participe à un champ non seulement en y important ou en y acquérant une manière d'être, une série de schèmes d'action, de perception et d'appréciation que l'on rassemble sous le terme d'« habitus ». Cette « incorporation » des lois de fonctionnement du champ explique largement que les agents peuvent accorder une importance « vitale » aux enjeux culturels et symboliques : pensons à l'impact affectif du domaine du goût (voir *La Distinction*). Enfin ce même concept d'habitus permet de dépasser le faux dilemme du mécanisme sociologique et du psychologisme : au lieu de considérer la stratégie sociale d'un agent selon son intérêt matériel ou sa volonté d'ambition, l'habitus rend compte du fait qu'il peut agir de façon sensée par rapport aux lois du champ sans guère réfléchir les motifs qui le font agir, parce que précisément il a « incorporé » ces règles.

## CULTURE ET POLITIQUE

Ces propositions indiquent la lourde responsabilité des intellectuels, détenteurs des biens de culture et bénéficiaires d'un système de valeurs autonomes. Elles suggèrent notamment que toute tentative d'« ouverture » du champ culturel aux couches socialement démunies relève d'une forme de duplicité où l'intellectuel bénéficie d'une plus-value symbolique par son geste d'ouverture tout en offrant en échange aux couches démunies la monnaie de singe de biens culturels qui n'ont plus cours sur le marché symbolique. La logique du système des champs autonomes paraît impliquer qu'aucun changement n'est acceptable s'il n'est exprimé dans le langage de cette autonomie. Face à

cette inertie, qu'en est-il de l'accession des masses à la culture et de l'efficacité de la relation couche intellectuelle/prolétariat chère à Lénine ?

Dans la pratique, les notions avancées par Bourdieu tendent à élargir notre maîtrise des cas concrets. Elles offrent le mérite de faire comprendre des mécanismes et de permettre l'élaboration de stratégies aux objectifs réalisables. Prenons l'exemple de ce « cas d'école » que constitue le ralliement d'écrivains surréalistes au mouvement communiste dans les années 30. Intuitivement, ce rapprochement a été pensé comme « union des avant-gardes », l'avant-garde littéraire rejoignant l'avant-garde politique. On rationalisera ce fait en observant que la logique du champ littéraire a placé, pour diverses raisons, un groupe d'écrivains dans une position où ils trouvaient un intérêt *littéraire* à prendre des attitudes dont le champ politique, le parti communiste en l'occurrence, a considéré qu'elles étaient non moins significatives de son point de vue. Mais on s'est rapidement trouvé confronté au dilemme que les transformations de la pratique littéraire qui eussent passées pour « progressistes » au yeux du monde politique demeureraient classées comme « réactionnaires » dans le champ culturel. Et pour ne pas avoir respecté ces logiques différentes, des ruptures douloureuses ont séparé les protagonistes.

Il reste toutefois que la théorie des champs rend difficilement compte de la dimension politique des changements sociaux en déniant aux couches dominées la possibilité d'intervenir avec quelque chance de succès dans un tout social morcelé en logiques autonomes et contradictoires. Dès lors que l'expression d'une position idéologique doit principalement être rapportée à la position d'un agent dans un champ, la détermination infrastructurelle de l'idéologie devient à ce point médiatisée qu'elle tend à l'imperceptibilité. On est réduit à ne plus parler de l'opposition idéologie dominante/dominée que par référence au champ qui structure des pratiques particulières et non, pour dire vite, à la lutte des classes : l'opération pourrait se réduire à un fameux pavé idéaliste jeté dans la mare-xiste. Or, Bourdieu constitue justement la totalité sociale en un ensemble assez flou et mystérieux où les relations entre instances ne sont guère établies, sauf par homologie (« je me suis intéressé à la fois au champ religieux, au champ intellectuel, en essayant de retrouver, à travers les *homologies* de structure, des propriétés qu'on ne voit pas quand on travaille directement sur le champ culturel », in *Nouvelle Critique*, 87, oct. 1975). Inévitablement cette conception de la nébuleuse sociale ramène la problématique sociologique de Pierre Bourdieu sur les rivages de la totalité hégélienne, loin du tout social marxiste, alors que méthodologiquement, il semble opter pour une réalité sociale conçue comme structure statique de champs divers, régis chacun par des lois spécifiques oppositionnelles, ce qui apparente sa démarche à celle des structuralistes. Il y a là l'indice d'un problème non résolu, nous semble-t-il, chez Pierre Bourdieu qui n'est pas étranger à la dénégation du politique.

Plus particulièrement, on peut se demander si l'absence de la dernière instance empêche Pierre Bourdieu de penser l'Ecole comme Appareil Idéologique d'Etat, traversé par des contradictions et enjeu de la lutte des classes. Pour Bourdieu elle est définie simplement comme ins-

titution dispensatrice d'effets idéologiques distribuant inégalement le savoir entre les différentes classes sociales. A bousculer la topologie marxiste, Bourdieu oublie que l'économie ne crée rien directement elle-même en ce qui concerne les instances culturelles au sens large, mais qu'elle détermine la sorte de modification et de développement du travail culturel en assignant lieux et places (dominants/dominés) aux divers éléments du tout social. L'économique est toujours déterminant mais pas nécessairement dominant expliquait Lénine; par là-même on peut comprendre que la distribution/(conquête) du pouvoir symbolique se répartit différemment selon les variations des rapports de production dans une formation sociale.

Pour conclure, il est évident que dans le cadre limité d'un article de présentation des recherches de Pierre Bourdieu, on n'établira pas de comparaison entre la sociologie telle que la conçoit l'auteur de *La Distinction*, largement inspirée de Durkheim et de Weber et la théorie marxiste des formations sociales. Plus modestement, on a voulu faire lire Bourdieu tout en indiquant le paradoxe qu'une œuvre massivement consacrée à l'étude du rôle des intellectuels ne livre qu'une maigre prébende à qui s'interroge sur le sens d'une union intellectuels/classe ouvrière dans les combats culturels et politiques.

#### **Œuvres de Pierre Bourdieu et travaux inspirés par ses théories (bibliographie sélective)**

- P.B., « Champ intellectuel et projet créateur », *Les temps modernes*, 246, 1966.  
P.B., « Disposition esthétique et compétence artistique », *ibid.*, 295, 1971.  
P.B., « Le marché des biens symboliques », *L'Année sociologique*, 22, 1971.  
P.B., « Champ du pouvoir, champ intellectuel et habitus de classe », *Scolies*, 1, 1971.  
P.B. et J.-C. Passeron, *La reproduction*, Paris, Minuit, 1971.  
P.B., *La distinction*, Paris, Minuit, 1979.  
P.B., *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1980.  
C. Charlie, *La crise littéraire à l'époque du naturalisme*, Paris, PENS, 1979.  
Revue : *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, dirigée par P.B.

#### **Sur la confrontation avec les marxistes en France**

- La Nouvelle Critique*, 87, octobre 1975 : « Les intellectuels dans le champ de la lutte des classes ».  
*Id.*, 111/112, fév.-mars 1978 : « Les intellectuels sont-ils hors-jeu ? ».  
R. Lacroix, « Ce que Bourdieu écrit », *Révolution*, 156, 25.2.1983.  
M. Cloutard, *Le capitalisme de la séduction*, Paris, E.S., 1981, p. 18.

# SPECIAL MARX

Un numéro des CM (mai 1983) qui montre la puissante vitalité des idées de Marx. Cent ans après sa mort, la pensée de Marx reste au centre des débats et des luttes de ce siècle.

*Au sommaire du « Spécial Marx » :*

---

- Robert Devleeshouwer**  
A propos de l'histoire p. 3
- Michel De Vroey**  
Marx au crible de la critique p. 9
- Jean-Pierre De Waele**  
Projet pour une théorie moderne  
de la dialectique (1) p. 17
- François Houtart et Geneviève Lemercinier**  
Marxisme et Culture p. 33
- Pierre Joye**  
Un peu moins de marxisme,  
un peu plus de Marx p. 46
- Marcel Liebman**  
Marxiste, malgré tout p. 58
- Claude Renard**  
La place des idées marxistes dans  
l'ascension du mouvement ouvrier belge p. 67
- Jules Verhelst**  
Les historiens flamands et Marx p. 74
- 

150 F LE NUMERO

***N'attendez pas qu'il soit épuisé !***

# EN DIAGONALE

## SECURITE SOCIALE : UNE ALTERNATIVE

La sécurité sociale est au centre de vifs débats politiques et techniques : le ministre Dehaene a déposé un rapport de 250 pages visant à réformer le système, et ce pourrait être le point de départ, dans les prochains mois, d'une série d'arrêtés pris en vertu (si on peut dire) des pouvoirs spéciaux. Quand on sait la résonance du discours néo-libéral en faveur de la privatisation de la sécurité sociale et qu'on se souvient des attaques déjà perpétrées contre cet ensemble de droits, on mesure l'importance de l'enjeu. Soucieuses d'alimenter le débat sur l'avenir de la sécurité sociale par des propositions constructives, 18 personnes ont signé un « Plan d'urgence », présenté à la presse le 1<sup>er</sup> juin dernier (\*).

Ces 18 signataires émanent de milieux divers et ne sont pas d'accord sur chaque commentaire du texte. Leur objectif commun : « garantir que le principe de solidarité continue à charpenter l'édifice de la sécurité sociale ». Il va de soi que pour nous aussi, cet objectif est essentiel. Mais le ministre Dehaene s'en réclame également, tout en se déclarant favorable à des mesures qui, à notre sens, contredisent cet objectif. Il convient donc d'être aussi clair que possible sur la portée et les implications du principe de solidarité.

Les auteurs du Plan d'urgence ont ce souci.

Refusant de réduire le problème de la S.s. à sa dimension financière — même si celle-ci est gigantesque — les dix-huit constatent que la crise exerce sur la S.s. des effets d'ordre économique mais aussi culturel, qui la mettent en mauvaise posture. Crise de légitimité et d'efficacité, « dépopularisation », oui : nous vérifions cela chaque jour. Mais on parle dans le Plan d'« incohérence » à propos des mesures prises dans le cadre des successives législations de crise : certes, il n'y a pas de vue d'ensemble et dans ce sens, pas de cohérence dans ces mesures. Elles ne sont cependant pas aveugles ou disparates : toutes frappent les assurés et par priorité les assurés les plus mal protégés.

A quels principes la S.s. doit-elle répondre, selon les Dix-huit ?

— une *sécurité collective basée sur l'assurance sociale*, laquelle donne droit aux assurés à des revenus de remplacement ou de complément en cas de risque social. Ces droits ne peuvent en aucune manière être limités en fonction de la situation particulière de chaque travailleur ou de sa situation financière.

— une certaine redistribution *horizontale* des revenus, étant entendu qu'elle ne rend pas inutile une redistribution verticale des revenus, mais que celle-ci doit être assurée par la fiscalité.

— cette solidarité sociale exclue le « dualisme social », qui postule la combinaison entre une assistance sociale et des assurances individuelles.

Arrêtons-nous un instant, après cette introduction.

---

(\*) Il s'agit de M. Barbeaux, M. C. Closon, X. De Beys, Ph. Defeyt, Ph. Devillé, B. Deschamps, M. Frank, J. Howard, M. Jadot, P. Kestens, P. Löwenthal, F. Martou, T. Poucet, M. Quevut, P. Reman, R. Savage, A. Stekké, R. Tollet. — adresse de contact : 63, rue des Templiers, 1301 Bierges.

Déjà apparaît une différence essentielle entre les conceptions des Dix-huit et celles du ministre Dehaene, alors que tous exaltent le principe de l'assurance sociale. En effet, pour M. Dehaene, la sécurité sociale — fondée sur l'assurance — doit « éliminer les fioritures créées a cours des années de vaches grasses... assurer une plus grande sélectivité, tenir compte des situations familiales ». C'est là qu'est à nos yeux l'ambiguïté majeure du propos ministériel : parce qu'il est un mandataire de l'ACW (Mouvement ouvrier chrétien flamand), M. Dehaene se sent tenu de proclamer son attachement au principe de base de la S.s. et de honnir la notion d'état de besoin. Parce qu'il fait partie d'un gouvernement à participation néolibérale forte, il préconise une réforme où le droit individuel de l'assuré est contredit par les considérations sur les revenus familiaux, de manière telle que la porte est ouverte sinon à une réglementation de l'état de besoin, du moins à l'acceptation de cette notion.

Soins de santé. Les Dix-huit accordent pour d'excellentes raisons une place de choix à ce secteur, « que l'on songe de plus en plus à faire entrer de force dans la sphère du marché », et dont les dépenses n'ont cessé de croître sans qu'on ne puisse prouver pour autant que cet accroissement a amélioré la santé publique. Les mises en garde répétées de la Commission Santé du PCB (voir notamment Cahiers marxistes N° 12 de 1972, et 36 de septembre 1975) sur l'absence de politique de santé en Belgique, sur la nécessité de procéder à des évaluations scientifiques de l'état sanitaire de la population, sur l'indispensable intégration du préventif et du curatif, sur les méfaits de la rétribution à l'« acte » médical, sur la place de l'éducation sanitaire, etc. nous dispensent de revenir sur ces problèmes. Il est exact que des « rationalités » contradictoires s'expriment au sein du secteur AMI et que ces contradictions non-arbitrées ont mené au gachis. Il est important que ce secteur capital cesse d'être considéré comme « technique » et qu'il soit démocratiquement contrôlé. Une des mesures suggérées par le Plan d'urgence des Dix-huit consiste à faire élire par les assurés les organes dirigeants des mutuelles; elle suscitera sans doute des levées de boucliers. Mais elle ne peut à elle seule assurer la maîtrise sociale de l'AMI.

Revenus de remplacement : les Dix-huit revendiquent pour tous les travailleurs à temps partiel une indemnisation-chômage aux mêmes conditions que les autres chômeurs. Cela nous paraît équitable, mais cette exigence ne peut en aucune façon cautionner la grande manœuvre du gouvernement et du patronat afin de généraliser — d'abord aux femmes — le temps partiel. Par contre, nous estimons tout à fait cohérente la suggestion de rétablir à leur niveau du 31 mars 1981 les allocations de chômage, autrement dit, d'annuler les mesures prises d'abord par le ministre socialiste De Wulf, et amplifiées par ses successeurs, à l'encontre des chômeurs « cohabitants ».

En matière de financement de la S.s., les Dix-huit proposent une budgétisation plus importante du financement des soins de santé qui profitent à quasi toute la population, mais dépendent à 60 % des seuls revenus du travail. Bien entendu, pareille réforme est théoriquement défendable mais elle exige pour être bien appliquée un certain nombre de conditions (notamment la traque de la fraude fiscale) irréalisables dans l'actuel rapport de forces. De même, la suggestion de supprimer l'abattement fiscal sur les primes d'assurance-vie ainsi que l'abattement fiscal sur les cotisations libres aux mutuelles, cette suggestion est justifiée, mais ne suscitera pas de grandes ferveurs dans les compagnies d'assurance.

Il en est de même d'une série d'autres mesures qui figurent dans le Plan d'urgence des Dix-huit, dont la philosophie est fondamentalement opposée à la politique d'austérité, en vigueur depuis bientôt dix ans. Mais le but des auteurs est de « relancer le débat » en formulant quelques idées — des neuves et des anciennes — et l'essentiel dès lors n'est pas que ces idées soient bien reçues rue de la Loi. L'essentiel, c'est qu'elles alimentent la discussion des progressistes sur une politique alternative. Une alternative qui ne pourra être mise en œuvre qu'en changeant l'actuel rapport de forces politiques.

**Rosine LEWIN.**

## ACCOUCHEURS, PAS AVORTEURS

Arrêt historique à la Cour d'appel de Bruxelles, le 30 juin dernier : des médecins, lourdement condamnés en première instance pour avortement, sont acquittés.

La reconnaissance explicite du caractère médical et non lucratif des interruptions de grossesse pratiquées dans les centres extra-hospitaliers, la réaffirmation solennelle de l'égalité de tous les citoyens devant la loi (à l'encontre d'une pratique répressive propre au Brabant...) tout cela a été salué comme une étape décisive dans un long et difficile combat. Salué par les forces progressistes, s'entend. Car Pro Vita a aussitôt exigé que l'arrêt soit cassé.

Mais ce n'est pas parce que les juges de la Cour d'appel de Bruxelles ont assumé leurs responsabilités que tout est dit sur le plan judiciaire.

Le 27 septembre, un des acquittés comparaitra pour la troisième fois devant un tribunal. Il s'agit du Dr Jean-Jacques Amy, professeur à la VUB, chef du service de gynécologie à l'hôpital universitaire de Jette.

Il a raconté son cheminement dans une passionnante interview à l'hebdomadaire flamand « Knack ». Rien ne disposait cet homme tranquille à être traqué par la Justice. Quand il conquiert son diplôme de médecin en 1965, il est parfaitement indifférent aux dispositions de la loi pénale à propos de l'avortement. C'est au cours de ses stages de spécialisation, surtout dans des hôpitaux des Etats-Unis, qu'il est confronté avec la plaie et le scandale des avortements clandestins. Dans la clinique de New-York où il travaille, chaque nuit trois femmes au moins sont admises, qui présentent diverses formes de complications dues à des pratiques abortives. Il voit mourir, impuissant, une jeune femme de 19 ans. Il est bouleversé par les humiliations auxquelles on contraint ces patientes, qui doivent subir des interrogatoires de type inquisitorial, avant d'être admises à l'hôpital.

Après ce stage aux Etats-Unis, J.J. Amy séjourne deux ans en Ouganda, pour y accomplir un service civil. Là aussi, il verra mourir des femmes et il se sent écrasé par la misère des avortements clandestins.

Aussi, quand en 1977, il est affecté à l'hôpital universitaire de Jette, il déclare d'emblée au conseil médical qu'à son sens, un gynécologue doit prendre ses responsabilités en matière d'interruptions de grossesse. Et il déclare : « Nous sommes des accoucheurs, pas des avorteurs. Notre motivation fondamentale de gynécologues, c'est d'aider à mettre des enfants au monde. Mais quand on refuse une aide médicale à des femmes décidées à ne pas mener à terme leur grossesse, deux tiers

au moins d'entre elles recourront à l'avortement clandestin. Avec des conséquences graves pour leur santé ». Et d'expliquer le cadre médical et psychologique dans lequel s'effectuent à Jette les interruptions volontaires de grossesse. Jette, fréquenté par des femmes venues des quatre coins de la Flandre — et par les femmes les plus démunies, les autres préférant se rendre aux Pays-Bas. Plus de la moitié d'entre elles recourent à l'IVG pour des raisons socio-économiques.

Pour Jean-Jacques Amy, seul inculpé Flamand dans des affaires d'IVG, les convocations au Palais de justice, les perquisitions et les interrogatoires sont devenus fréquents — beaucoup trop fréquents. Il reconnaît que le pouvoir exerce ainsi une terrible pression psychologique sur ceux qui se sont engagés dans le combat pour la dépénalisation de l'avortement. L'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles lui apparaît comme une percée, comme une ouverture — qui étaient bien nécessaires. Il appartient maintenant au Parlement de prendre ses responsabilités, dit-il. Il est temps que les démocrates-chrétiens et aussi certains libéraux flamands admettent la nécessité de rompre avec l'hypocrisie.

Rompre avec l'hypocrisie, c'est aussi ce que demande depuis plus de dix ans Willy Peers, en ajoutant que ce qui est en jeu, c'est de donner consistance au mot Liberté dont se gargarise l'état de démocratie. Dans le contexte actuel, c'est la loi Detiège, contresignée par des parlementaires FDF, RW, communistes, écolos, libéraux qui répond le mieux à ces objectifs de clarté et de liberté.

**N.R.**

## **Un appel pour le futur Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier belge**

En chantier depuis près de deux ans, un *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier belge* (en trois ou quatre volumes) devrait commencer à paraître d'ici quelques mois. Il s'agira d'une œuvre scientifique et en même temps d'un hommage aux militants d'hier. L'ouvrage concernera le mouvement ouvrier au sens large, tant au point de vue des secteurs d'activité des militants qu'au point de vue idéologique; ses auteurs veilleront aussi à dépasser les seuls milieux dirigeants et publieront au contraire un maximum de notices biographiques.

Ils ont besoin pour cela d'aides extérieures et lancent un appel pressant à toutes les personnes susceptibles de fournir des noms ou des renseignements (même partiels) sur un ou des militants (nés avant 1920 ou décédés). Cet appel s'adresse particulièrement aux militants actuels et aux « anciens » d'organisations ouvrières (politiques, syndicales et autres) : adressez au plus tôt toutes informations à Hubert DEWEZ, c/o « Vie Ouvrière », rue d'Anderlecht, 4, 1000 Bruxelles. Vous contribuerez ainsi à doter le mouvement ouvrier belge d'un instrument historique faisant défaut jusqu'ici.

# A LIVRES OUVERTS

## Une étude de R. André sur la POPULATION DE WALLONIE

Les problèmes démographiques peuvent être abordés dans plusieurs optiques.

La plus fréquente, qui occupe la place dominante dans l'ouvrage de R. André, professeur à l'Université libre de Bruxelles, consiste à chiffrer les situations de fait et leurs évolutions. C'est le constat. On assiste à la réduction, voire la disparition, de la dualité des comportements démographiques wallon et flamand, tels qu'ils remontaient au dernier tiers du XIX<sup>ème</sup> siècle. C'est en effet vers 1870 que la part wallonne dans la population belge commence à régresser : 39,2 % en 1831; 42,6 % en 1866; 37,1 % en 1930; 32,7 % en 1980. Constatation personnelle, de laquelle nous ne tirons pas de nécessaire causalité, c'est vers cette même époque que les structures industrielles wallonnes se figent dans l'extraction et les semi-finis, qu'est posée la lointaine genèse des difficultés structurelles qui affecteront l'économie wallonne sans discontinuité dès la crise des années 30. La croissance de la part flamande est essentiellement le résultat d'une plus forte fécondité. Or, celle-ci appartient au passé depuis le milieu des années 60 : le taux brut de reproduction (le nombre de filles par femme selon les conditions de fécondité par âge du moment) était de 1,59 en Wallonie, de 2,38 en Flandre au début du siècle; respectivement de 0,85 et 1,21 en 1939; de 1,25 et 1,35 en 1961-62. L'égalisation est atteinte en 1970-71 (1,11 et 1,10). En 1975, il tombe à 0,87 en Wallonie mais à 0,83 en Flandre.

De la sorte, à terme, le maintien des conditions actuelles de fécondité et de mortalité entraînerait une baisse de population dans toutes les régions du pays, plus forte même en Flandre qu'en Wallonie. Il est vrai que c'est la présence étrangère plus massive qui est responsable du niveau très légèrement supérieur de fécondité en Wallonie : 145 étrangers pour 1.000 Belges en Wallonie en 1981, 43 en Flandre, mais 313 à Bruxelles. Avec 19,6 % de naissances étrangères en Wallonie en 1980, 8,9 % en Flandre et 42,8 % à Bruxelles. Ce rapprochement des comportements ne signifie pas que le poids démographique relatif de la région flamande ne continue pas à se renforcer (53,5 % de la population belge en 1947; 56,1 % en 1970; 57,2 % en 1981), mais il s'agit du résultat de l'effondrement bruxellois d'une part, d'inerties démographiques de l'autre : plus faible mortalité flamande liée aux structures par âge moins vieilles, elles-mêmes héritées d'une fécondité anciennement plus forte (19,1 % de 60 ans et plus en Wallonie en 1981, au lieu de 17,6 en Flandre et de 22,3 % à Bruxelles). La structure par âge plus favorable explique largement l'écart entre 13,0 pour mille, taux de la mortalité wallonne de 1980, et le taux flamand de 10,5 pour mille.

Il est vrai qu'en outre persiste une surmortalité, surtout masculine, en Wallonie : l'espérance de vie à la naissance chez les hommes était en 1972-76 de 67,1 ans en Wallonie, de 69,5 ans en Flandre; à 60 ans, respectivement de 14,7 et de 16,0 ans.

Une autre approche des problèmes démographiques est malheureusement absente de l'ouvrage, comme chez beaucoup de spécialistes de cette discipline d'ailleurs : il s'agit de l'étude his-

torique des déterminants culturels des variables démographiques, dont le conseil économique régional wallon réclamait cependant l'étude dès 1974.

Nous avons par contre trouvé avec intérêt le tracé de l'évolution des perceptions idéologiques et des attitudes politiques face à la démographie wallonne. Au début du siècle, l'idéologie néo-malthusienne, à laquelle s'oppose le discours clérical, pénètre lentement le mouvement syndical : « soyez peu nombreux et les capitalistes mendieront l'aide de vos bras ». Les problèmes structurels wallons qui s'accumulent dès l'après-guerre et les craintes de ne pouvoir prendre pleinement place dans la croissance économique générale qui s'annonce conduisent dans les années 50 à un tout autre discours. En 1954, P. Goldschmidt-Clermont écrit que « la Wallonie va devoir aborder de front l'un des problèmes les plus délicats, et en même temps les plus angoissants, auxquels elle ait eu à faire face dans le cours de son histoire : celui de sa dépopulation. Pour faire face aux devoirs économiques et sociaux de l'avenir, auxquels s'ajoutent encore ceux qui vont résulter de l'intégration européenne, (...) il faut assurer la pérennité de cette admirable population, qu'est sa richesse, et de cette élite qui en fait la gloire ». Tout cela débouchera en 1962 sur le rapport Sauvy, qui deviendra le discours obligé de ce que l'on appellerait aujourd'hui « l'ensemble des forces vives de la Wallonie » : la croissance de la population wallonne s'impose; elle exige une politique nataliste vigoureuse et régionalement différenciée mais aussi le recours à une immigration importante. Motivations économistes mais encore volonté d'éviter le déséquilibre aux dépens d'une « ethnie biologiquement menacée ». Signe des temps, la politique démographique wallonne prônée en 1974 par le C.E.R.W. propose cette fois comme objectif une population stationnaire, sans recourir à l'apport d'une immigration. Les Golden Sixties sont bien

finies. Cependant, dès ce moment, R. André montrait que l'intégration de tous les étrangers déjà installés en Wallonie est insuffisante pour assurer une croissance démographique nulle. Etant donné le vieillissement très prononcé de la population wallonne, persistance de l'immigration et redressement de la fécondité s'imposent simultanément, surtout si l'on veut aller au-delà de la croissance pour assurer un rapport constant entre populations flamande et wallonne. En 1977, profondeur de la crise économique générale et idées du club de Rome ont bien pénétré les esprits. Cela apparaît dans le rapport Poliwa. Cette fois, l'absence de politique démographique est prônée, quitte à subir une régression démographique. Pour les auteurs du rapport Poliwa, aucun objectif de croissance démographique n'apparaît aller de soi, ni être requis à priori pour la réalisation d'autres objectifs économiques, politiques, sociologiques ou ethniques. Pour Poliwa, ce qui est « anormal » n'est pas le déclin de la natalité, mais bien qu'on ne sache que faire des vieux, des chômeurs, du potentiel créatif des femmes, que l'on ne sache pas comment situer les immigrés dans un projet de société. En 1979, on lira dans la revue « Wallonie » : « Tout le monde ne pense plus que la croissance de la population constitue un stimulant suffisant à la croissance économique et le tout le monde ne pense même plus que cette dernière soit l'ultime finalité d'une société ».

Cet éclairage idéologique donne tout son intérêt à l'analyse des prospectives (pp. 155-172), qui ne peuvent être des prédictions mais ont pour ambition de dégager l'effet sur une population de l'action persistante de certaines caractéristiques démographiques ou au contraire de leur modification. Ainsi, parmi d'autres hypothèses, R. André montre que le maintien dans l'avenir d'une fécondité à un niveau très légèrement inférieur à celui de 1975 et une espérance de vie progressant pour atteindre en 2000 le niveau actuel de la

Suède conduit, sans migration, à une population wallonne passant de 3,2 millions en 1970 à 3 millions en 2000 et s'effondrant à 2,2 millions en 2040. Le tout accompagné d'un vieillissement au sommet considérable après 2000 (20,4 % de 60 ans et plus en 1970, 22,1 % en 2000 et 34,6 % en 2040 !) et d'un très rapide vieillissement par la base (30,2 % de 0-19 ans en 1970, 21,5 % en 2000 et 16,0 % en 2040 !). Le pourcentage d'adultes passerait donc de 49,4 % en 1970 à 56,4 % en 2000, pour retomber ensuite à 49,4 % en 2040. La poursuite des mouvements migratoires au niveau modéré des années 1973-77 transformerait cette même projection en une population de 3,3 millions d'habitants en 2000, avec une structure par âge comportant 57,0 % d'adultes et 20,7 % de vieux (au lieu de 22,1 %). R. André ajoute que « l'absence de solution migratoire pourrait mettre en péril des avantages sociaux que le public pouvait croire définitivement acquis et notamment la politique d'abaissement de l'âge de la retraite. (...) Si le double espoir du maintien d'un potentiel industriel et d'une cessation de la crise se réalisait en Wallonie, les faits imposeraient après 1985 d'abandonner une politique malthusienne de cessation des migrations. (...) De toute manière (s') impose le maintien et l'intégration de la population étrangère résidant aujourd'hui en Wallonie. (...) Il nous apparaît de plus en plus que les satisfactions légitimes accordées au déraciné sont les facteurs de base de son intégration qui est un élément indispensable de son efficacité comme travailleur. La solution la plus humaine est donc aussi la plus économique et de toute manière, elle est la seule souhaitable ».

Quelle différence de ton et de qualité de réflexion par rapport à la préface de ce livre, préface xénophobe, étroitement ethniciste, mêlant lieux communs du temps avec ceux du début des années 60. Dans cette préface de

S. Brabant, on parle pêle-mêle de « peur de la confrontation, même défensive, avec d'autres ethnies devenues menaçantes », de « déficience du sentiment ethno-national », de « mauvaise démographie imposant des salaires plus élevés », de « plus forte proportion au monde de travailleurs étrangers relevant de pays non voisins à qui nous accordons — tant aux travailleurs régulièrement invités qu'aux immigrés clandestins régularisés — le bénéfice de notre sécurité sociale et à leurs enfants celui de notre enseignement gratuit (alors que) notre propre jeunesse connaît un sous-emploi croissant et un chômage alarmant », de « fière chandelle que doit à Hitler l'hégémonie flamande en Belgique », de « lois contre la xénophobie, alors que tous les sociologues du monde admettent un seuil de tolérance de 16 % d'allogènes », de « fuite des capitaux par des Belges tentant de sauvegarder un peu de leur superflu vilipendé, alors que quasi tous les étrangers non intégrés exportent tout leur superflu et même une partie de leur nécessaire », etc... le tout sur un fond de « prise de conscience générale qui provoquera un changement de mentalité » et de « volonté unanime de tous ceux qui ont en charge notre destin ».

### C. VANDERMOTTEN.

La population de la Wallonie dans la dualité démographique de la Belgique par Robert André, Bruxelles, Fondation Charles Plisnier, Charleroi, Institut Jules Desstrée, 1983, 192 pp. - 400 F.

## ECRIRE EN BELGIQUE par R. Andrienne

Depuis que la division institutionnelle de la Belgique s'est affirmée comme un mouvement irréversible, les débats sur l'écriture et sur le statut de l'écrivain francophone ont abandonné les limbes de la rhétorique pour former chaque jour davantage un enjeu politique. L'existence d'une « commu-

nauté » française dépend en effet d'une réalité juridique, mais aussi du substrat culturel qui en rassemble les particularismes locaux. La littérature pèse d'autant plus lourdement sur cette visée unificatrice qu'elle pourrait reproduire aujourd'hui une expérience ancienne et valorisante. Les analogies sont nombreuses entre l'évolution présente des lettres et la célèbre « renaissance » de 1880 (Verhaeren, Maeterlinck...) qui ne fut pas étrangère à la « révolution culturelle » par laquelle la bourgeoisie belge entendait parachever l'indépendance politique et économique du pays. Méfions-nous toutefois des ressemblances abusives : le modèle fascinant de 1880 n'aide pas à trancher ce qui dans le débat actuel oppose les tendances culturelles « régionales » et « communautaires ». Ou, en d'autres termes, ce qu'on formulera cavalièrement ainsi : que devient « l'âme » ouvrière et progressiste de la Wallonie lorsqu'elle s'intègre dans une « francophonie » interclassiste ?

Ces questions, et bien d'autres, méritent une discussion informée et ouverte. Le petit ouvrage de R. Andrianne, simple et didactique, est la première synthèse des contributions récentes en la matière. Il les inscrit aussi dans une perspective historique

d'où se dégagent les moments forts de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, du surréalisme et de la « belgitude ». Chacun d'eux pose à sa manière le problème de l'écrivain en Belgique : indépendamment des moyens matériels et des contraintes éditoriales, quelle est la dimension culturelle où l'écriture peut se déployer ? Le « coin de village » relève souvent d'un folklore convenu, l'imaginaire national n'a pas ou plus de raison d'être et le rapport à la langue trouve difficilement son équilibre entre le « baroquisme » et « l'hypercorrection ». Autant de pratiques, autant d'inconforts.

La règle du jeu exige que ce type d'ouvrage ne confonde pas thèse personnelle et information. Malgré ses options « communautaires », l'auteur s'y plie aisément. On en est que plus étonné par des remarques sommaires sur un déclin wallon attribué à la « mainmise socialiste » (p. 109) ou sur un catholicisme belge « dès le XIX<sup>ème</sup> siècle progressiste en matière sociale » (p. 18) — ce qui a dû faire trembler, pour des raisons inverses, les mânes de MM. Woeste et Daens !

**Paul ARON.**

René Andrianne, « Ecrire en Belgique » - Paris-Bruxelles, Labor - Nathan 1983.

# EN REVUES

## LA REVUE NOUVELLE

Du numéro double de mai-juin de la R.N., nous retiendrons surtout l'importance accordée à « la révolution asphyxiée » au Nicaragua (avec notamment la fameuse lettre ouverte de François Houtart retour de Managua lors du voyage papal), l'analyse par Paul Serlon de l'actuelle situation de la coopération au développement (où l'effet Tindemans prolonge la gestion néolibérale) et un intéressant essai d'Albert Bastenier pour dégager la portée des « nouveaux mouvements religieux », lesquels apparaissent surtout comme des « hâvres de résistance à l'érosion des valeurs traditionnelles ».

Mais les numéros doubles se succèdent au portillon de la RN, et celui de juillet-août offrira une grande variété de thèmes.

« Ce qui ne va pas », pour Benoit Debie qui commente le déroulement des élections sociales, c'est que cette fois encore elles ont ressemblé à une foire d'empoigne, qui au lieu de stimuler la réflexion a encouragé les réflexes. (On notera que c'est la démarche inverse que visait explicitement le PCB, intervenant dans la campagne électorale pour souligner les enjeux des élections). S'il est bien évident que la progression de la CSC est enrayée en Flandre et que la ligne Houthuyts enregistre un recul, cela ne signifie pas que Houthuyts renonce à ses conceptions et options, note B.D., qui semble connaître son dossier.

Les media ont justifié deux commentaires : à propos d'Inbel, un bilan sévère de ce qui tient lieu de politique d'information au gouvernement Martens — à propos des feuilletons Dallas et Dinasty, un commentaire acide de Thoveron qui pose quelques bonnes questions sur la fascination exercée (plus sur la presse que sur les téléspec-

tateurs belges, semble-t-il) par cette production tapageuse et interminable où l'argent et le pouvoir tiennent les premiers rôles.

Anne-Philippine d'Elle livre sous un angle très personnel impressions et réflexions sur l'échec du système scolaire. Marcel Liebman évoque la personnalité d'Issam Sartatoui, et à travers lui et son compatriote Naïm Khader, il rappelle les droits imprescriptibles du peuple palestinien à disposer d'une patrie.

Gérard Fourez signe un papier nostalgique mais sérieux sur Jean XXIII et le concile Vatican II. Dans ce bilan de 25 années d'évolution de l'Eglise catholique, GF relève comme essentiel « une autre perception de la relation Eglise-société » : au delà du salut individuel, il s'agit maintenant de transformer le monde. Mais il est bien évident que cette « nouvelle perception » est toujours nouvelle et, pensons-nous, minoritaire.

Enfin sur l'informatique, deux articles : d'une part, les limites de l'infailibilité de l'ordinateur; de l'autre, les conditions qui permettraient à l'informatique dans les administrations publiques de devenir un élément de progrès.

### R.L.

La Revue nouvelle - 170 F chacun des 2 numéros doubles - 3-5, rue des Mouche-rons, 1000 Bruxelles.

## BULLETIN DE LA FAR

Le Bulletin de la FAR publie en deux temps les actes du colloque organisé à Pont à Lesse en octobre 1982 sous le signe du souvenir d'André Renard. Objet du colloque : le syndicalisme en devenir.

La 1<sup>re</sup> partie de ces actes, déjà disponible (\*), comprend les exposés

(\*) N° 133 - 100 F - Rédaction et administration : Place Saint-Paul 9-11, 4000 Liège.

d'Henri Bartoli, professeur à l'université de Paris I; de Guy Quaden, professeur à l'université de Liège; de Jacques Freyssinet, professeur à l'université des sciences sociales de Grenoble; de Georges Grinberg, directeur du service d'études de l'Interrégionale wallonne de la FGTB; de René Tollet, chargé d'enseignement au Centre régional wallon de l'ULB; de Guy Caire, professeur à l'université de Nanterre, et enfin de Xavier Mabile, directeur des publications du CRISP.

Cela fait au total beaucoup de pages, beaucoup de faits, beaucoup d'idées, qu'il serait vain de vouloir résumer ici. Avec Georges Vandersmissen, directeur de la Far, qui signe l'introduction de cette copieuse livraison, on indiquera les trois thèmes-clés du colloque : perspectives d'évolution de la situation économique, impact des nouvelles technologies sur l'emploi, moyens d'action et structures du mouvement syndical pour lui permettre de faire face aux défis de la situation.

La coupure en deux parties de ces textes a été conçue de manière à ce que chacune d'elles comporte à la fois un diagnostic des faits et des perspectives d'action syndicale. On peut donc dès à présent apprécier la qualité de l'entreprise : des analyses comme celle de Bartoli, de Freyssinet ou de Grinberg stimulent la réflexion sur la crise, éclairent tout ce qui différencie la crise des années trente de celle que nous vivons aujourd'hui, approfondissent les notions de « régulation du capitalisme », « régulation du marché du travail », de « rapport salarial ».

Si elles n'apportent pas de recettes pour sortir de la crise — « il n'y a pas, montre Grinberg, de solution technique à la crise » — ces analyses indiquent au moins deux pistes essentielles : celle d'une économie centrée sur un projet pour l'homme et celle d'un syndicalisme capable de reconstituer une force ouvrière homogène, d'un syndicalisme mieux articulé aux luttes politiques.

Une ample moisson donc, qui aura permis et permettra à maints militants de repenser certains problèmes particulièrement complexes.

R.L.

## BULLETIN DE LA FAR

On trouvera dans le numéro 134 (mai-juin) du Bulletin de la FAR d'amples échos des manifestations de l'Interrégionale wallonne de la FGTB contre la désindustrialisation de la Wallonie et les pouvoirs spéciaux, ainsi qu'une substantielle rubrique juridique qui traduit elle aussi une volonté patronale délibérément agressive.

Jean-Claude Bodson analyse les enjeux de conflits, apparemment techniques, entre employeurs et travailleurs dans deux domaines : la définition des *fonctions de direction*, la définition de l'*unité technique d'exploitation*. Dans le premier domaine, l'employeur s'efforce d'intégrer dans la représentation patronale du personnel d'encadrement non dirigeant; dans l'autre, il tente de morceler les forces syndicales en refusant le regroupement de sociétés siégeant sous le même toit. Bataille juridique, certes, mais bataille surtout politique pour modifier un rapport de forces rendu plus vulnérable par dix ans de crise.

C'est pratiquement du même objet que traite Paolo Perulli, mais sous l'angle international : le texte présenté par le Bulletin de la FAR est en effet celui de l'Institut de recherches de la CGIL (Italie) lors d'un colloque tenu en décembre à Rome, sur « Conventions collectives et récession dans les pays industrialisés ». Crise de la fonction de négociation des syndicats, modification interne de la classe ouvrière, glissements divers dans la composition des syndicats, poids du chômage sur le pouvoir de négociation, offensives convergentes pour réduire l'espace de liberté du syndicat — au

dela des différences qui séparent les Etats-Unis de l'Italie ou la Grande-Bretagne de la France, bien des traits communs retiennent l'attention.

Autre document de poids : le rapport réalisé par André Lebon pour le Conseil de l'Europe, et qui analyse « les effets possibles du maintien des liens culturels sur l'intégration et l'insertion des travailleurs migrants dans les pays d'accueil ». Alain de Wasseige formule à son propos quelques réserves — sous forme de questions certes pertinentes — mais qui n'enlèvent pas son intérêt à la recherche de Lebon. Sur le processus si complexe d'intégration des immigrés et ses relations avec d'une part la maîtrise de la langue du pays d'accueil et d'autre part la récréation (surtout pour la seconde génération) de liens avec la culture d'origine, il y a énormément à dire et les CM auront l'occasion d'y revenir.

Citons encore, outre les chroniques bibliographiques habituelles, un commentaire de Michel Daerden sur l'état actuel du vieux dossier du revisorat d'entreprise.

#### **R.L.**

100 F le numéro - Rédaction et administration : Place Saint Paul, 9-11, 4000 Liège.

## **SOCIALISME**

Socialisme a intitulé « Dossier affaires sociales » sa livraison de mars-avril 83 qui, indique Guy Spitaels, fait le point sur différents aspects de la politique sociale, après un an de pouvoirs spéciaux.

Sécurité sociale d'abord : Michel Jadot retrace une évolution marquée, note-t-il, par « une sorte de dynamique de l'expansion », le poids du régime des travailleurs salariés, un certain manque de cohésion, d'énormes difficultés financières — dues à divers facteurs. A propos de ces difficultés, MJ souligne l'importance d'une innovation récente, qui nous paraît surtout un

expédient : la création du Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale. Les recettes de ce Fonds proviennent pour l'essentiel du double pécule de vacances et des allocations familiales et vont pour l'essentiel aux secteurs soins de santé et chômage. Le ministre dispose d'un pouvoir discrétionnaire pour opérer les transferts qui, note MJ, risquent de justifier des « économies » pour l'Etat, aux dépens des sommes prélevées sur les rémunérations des travailleurs. L'auteur rappelle avec insistance que la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale a « pour origine et pour base » un projet d'accord-cadre (octobre 79) qui avait bénéficié d'un large consensus. Il y voit « un barage » face aux thèses selon lesquelles la sécurité sociale peut se réduire à un minimum résiduaire, à compléter par des assurances complémentaires facultatives. Qu'il faille s'opposer énergiquement à ces thèses néo-libérales, c'est bien évident. Mais la loi de juin 83 y oppose-t-elle réellement un barage, c'est moins évident.

En tout état de cause, il est fort salutaire que le PS réaffirme son attachement à certains principes fondamentaux, dont le premier est que la sécurité sociale joue le rôle d'une assurance collective contre certains risques sociaux, et que rien ne légitime la confusion entre assurance collective et assistance sociale. On peut s'étonner néanmoins que le PS (et M. Jadot) s'accommode(nt) d'un principe et d'une pratique qui, à nos yeux, contredisent la notion d'assurance : il s'agit de faire dépendre certaines prestations sociales de la situation de famille des assurés sociaux. Le ministre De Wulf s'est distingué à cet égard dans le secteur des allocations de chômage. Maurice André qui, dans cette livraison de Socialisme, analyse précisément le secteur de l'assurance chômage qu'il connaît si bien, montre ce que les mesures inaugurées par De Wulf (mais dont la responsabilité n'est jamais évoquée)

coûtent aux chômeurs et au progrès social. Il dresse le bilan de ce que rapportent à l'Etat les pertes de revenus et les exclusions imposées aux chômeurs et plaide pour une réforme cohérente du régime d'assurance-chômage, qui dépasse enfin le coup par coup.

Les CM reviennent ailleurs (voir « En diagonale ») sur d'autres aspects du dossier défendu par le PS en matière de sécurité sociale. Bornons-nous à indiquer ici que l'AMI est commentée par Michel Jadot, les pensions par le Centre d'études du PS, l'incapa-

cité du travail par Jean-Louis Stalport, les exclus et les handicapés par Joëlle Desmarets et A. Flahaut. Un dossier utile, qui comporte une bibliographie sommaire.

Dans le même numéro, un exposé documenté et senti de Raymonde Dury sur les droits des enfants.

#### R.L.

Socialisme N° 176 - Administration et rédaction : 13, Bd de l'Empereur, 1000 Bruxelles - 140 F.

**Compte  
Universel.  
On en a pour  
son argent.**

**CGER** 

CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE  
ET DE RETRAITE



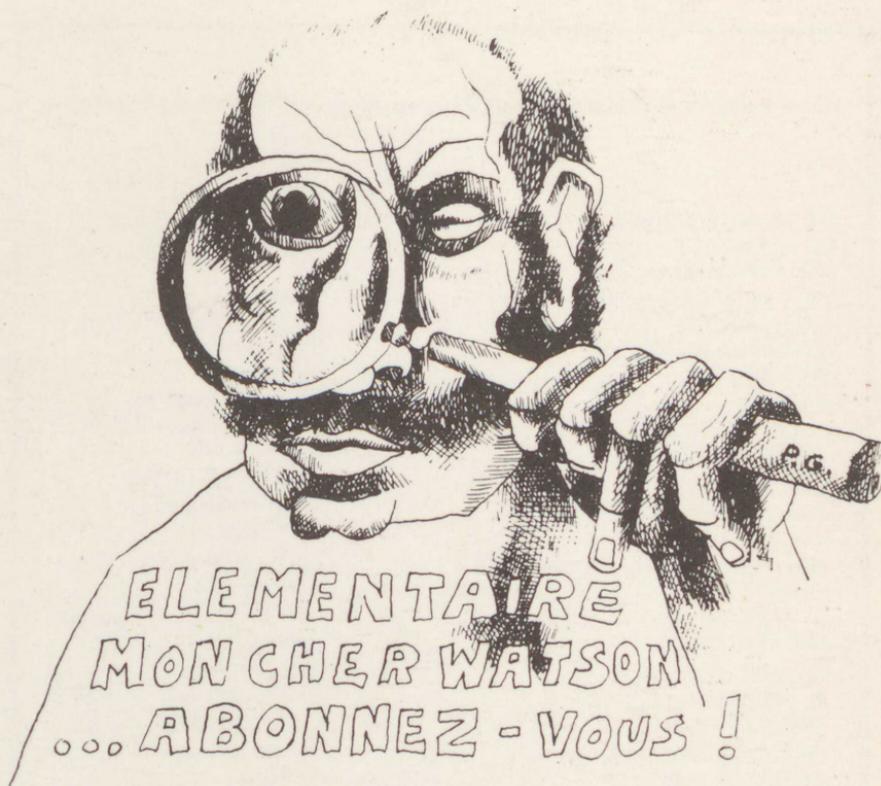
Sous l'égide du Comité national Chili

concert exceptionnel  
esplanade du Cinquenaire  
vendredi 16 septembre, 19h.30

**Inti Illimani**  
**Maria Farantouri**  
**Zülfü Livaneli**



**dix ans de solidarité avec le peuple chilien**



L'abonnement annuel (10 livraisons) : 600 F

L'abonnement « jeunes » (moins de 25 ans) : 300 F

Etranger : 700 F

Soutien : ..... F

Téléphone : (02) 512.90.15

CCP 000-0188745-80 de la Fondation J. Jacquemotte,

1000 Bruxelles

Les « Cahiers marxistes » sont déposés dans les librairies suivantes :

DU MONDE ENTIER  
rue du Midi 162  
1000 Bruxelles

CERCLE D'ÉDUCATION  
POPULAIRE  
rue des Deux Eglises 128  
1040 Bruxelles

F.N.A.C.  
City II, rue Neuve  
1000 Bruxelles

LA RABOUILLEUSE  
chaussée d'Ixelles 221  
1050 Bruxelles

PRESSES UNIVERSITAIRES  
DE BRUXELLES  
av. Paul Héger 42  
1050 Bruxelles

LE LIVRE ROUGE  
av. Jean Volders 41  
1060 Bruxelles

LIBRAIRIE CORMAN  
rue Ravenstein 28-30  
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE LEFÈVRE  
rue des Colonies 7-9  
1000 Bruxelles

MACONDO  
Galerie Bortier 8-10  
1000 Bruxelles

LIBRIS - 44  
Passage 44 (bd. Botanique)  
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE  
DE LA COMMUNE  
rue des Grands Carmes 9  
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE BIBLIO  
rue de la Régence 53  
4000 Liège

LIBRAIRIE ANDRÉ LETO  
rue d'Havré 9  
7000 Mons

KRITAK  
Vesaliusstraat 1  
3000 Leuven

LIBRAIRIE DÉRIVE  
rue des Augustins 17  
5200 Huy

CLUB ACHILLE CHAVÉE  
rue du Temple 25  
7100 La Louvière

L'ÎLE LETTRÉE  
faubourg d'Aréval, 2  
6720 Virton